



Le renversement des alliances

LE COMITÉ DE RÉDACTION



LA RÉDACTRICE EN CHEF | MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de «Vox». En 2004, réintègre l'administration au sein

des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef du nouveau secteur «Support social et Relations avec les anciens». Lance l'Info Senior et l'initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.



GABRIELLE CLOTUCHE

Belge, née à Vielsalm. Mathématicienne, ancien directeur général de la sécurité sociale en Belgique. Représente la Belgique à la Commission, au Conseil de l'Europe et à l'OCDE et mène de nombreuses négociations avec la Turquie, le Chili, la Norvège, les Philippines, l'Algérie. Rejoint la Commission en 1997 (DG V), directeur en charge de l'action et de la politique sociale puis, à Eurostat, directeur des statistiques sociales. Détachée à la Confédération européenne des syndicats, adjointe au secrétaire général John Monks. Retraitee depuis 2011. Maître de conférence émérite (20 ans) chargée de cours «Politiques sociales en Europe» à l'Institut du travail de l'UCLouvain.



DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005 à 2008. A lancé l'Écrin dans sa version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.



ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist). En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson (politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'éclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.



JEAN-FRANÇOIS DREVET

Né à Presles (Val d'Oise). École normale supérieure, agrégation de géographie. Coopérant en Afrique subsaharienne (Kivu, Côte d'Ivoire), puis au Moyen-Orient. Chargé des fonds structurels européens à la DATAR (Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale), puis fonctionnaire à la DG REGIO à partir de 1989 (programme de prospective Europe 2000, puis préparation au grand élargissement de 2004). Pensionné depuis 2005, travaille comme expert indépendant sur les problèmes de voisinage. Depuis 2007, tient une chronique européenne dans la revue Futuribles ; a publié plusieurs livres sur des thèmes européens (politique régionale, élargissement de 2004, problème de Chypre).



JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime et fluviale) en particulier sous les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Eglise protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.



RENAUD DENUIT

Né à Bruxelles en 1950, marié, trois fils. Écrivain : une vingtaine de titres publiés relevant de divers genres littéraires. Docteur en philosophie, outre quelques masters (UCL). Journaliste politique pour la RTBF et la presse écrite (1973-1985). Administrateur à la Commission européenne (1985-2012). Conseiller communal d'Etterbeek (1988-1994). Professeur invité à l'UCL (1997-2012), à l'Université Saint-Louis Bruxelles (2012-2018) et à l'ICHEC-Brussels Management School (2010-2016). Vice-président de l'Association des Écrivains belges (2014-2016). Actuellement : éditorialiste de l'Agence Europe, professeur invité à l'Université de Lille et conférencier pour le Collège Belgique de l'Académie Royale.

Éditeur responsable

Gianluca Brunetti

Rédactrice en chef

Monique Théâtre

monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction

Gabrielle Clotuche

Robert Cox

Renaud Denuit

Jean-François Drevet

Jürgen Erdmenger

Daniel Guggenbühl

Design, impression et expédition

OIB - Commission européenne

Designer graphique

Elena Suarez Cueto

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

Les textes n'engagent que leurs auteurs et non l'AIACE ni la Commission européenne

Association Internationale

des Anciens de l'Union européenne

Section Belgique

VM-18 03/58 • B-1049 Bruxelles

Tél : +32(0)2 295 38 42

E-mail : aiace-be@ec.europa.eu

www.aiace-be.eu

IBAN: BE68 2100 3777 0034

BIC: GEBABEBB

N° d'entreprise : 0450733759

SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT/A WORD FROM THE PRESIDENT/ HET WOORD VAN DE VOORZITTER

Gianluca Brunetti 4

LE BILLET DE LA RÉDAC' CHEFFE

Un bulletin qui ne prend jamais de vacances. . .

Monique Théâtre 5

VIE DE LA SECTION

Le CA en vacances

Laura Mosca 6

Bienvenue à nos nouveaux membres! Welcome to our new members!

Welkom aan onze nieuwe leden!

7

Secrétariat de l'AIACE

7

Cercle des marcheurs

Isabelle De Moor/Marc Aertgeerts 8

Clubs de la bière et du vin

Alan Hick 9

Club européen

Alan Hick 9

EUROPE

Rapport 2026 sur l'état de droit : prospérité,

sécurité et résilience démocratique renforcées

Monique Théâtre 10

How should Prime Minister Burnham handle the EU ?

Richard Corbett 12

Enlargement - the long queue and longer doubts

Robert Cox 14

The European Movement, precursor of European Union

Alan Hick 15

Marcinelle 1956 : les 70 ans d'une tragédie européenne

Monique Théâtre 17

MONDE

Le renversement des alliances

Daniel Guggenbühl 18

Ce monde est un western

Chroniques de la rupture transatlantique

Philippe Darmuzey 20

La guerre des drones

Jean-François Drevet 22

Russia's Achilles heel : treason by war economy

Robert Cox 24

Iran, le piège

Daniel Guggenbühl 26

INSTITUTIONS

Tous ensemble, élisons le président de

l'Union européenne au suffrage universel !

Renaud Denuit 28

L'indépendance des membres de la Commission

Jean-Guy Giraud 30

SOCIÉTÉ

La Méditerranée en péril

Nathalie Robles 31

Faire confiance à la science ?

Nathalie Vercruysse 32

Solidarité ou Équité intergénérationnelle ?

Gabrielle Clotuche 34

Le bien-être pendant et après un cancer

Axelle Paneras-Hoppe 36

Vieillir...

Janette Sinclair 37

PORTRAIT

Roland Tavitian, 100 ans

Monique Théâtre 38

CULTURE

Visiter une exposition avec des enfants

Brigitte Raus 39

LU POUR VOUS

Guy Verhofstadt : Defeating Trumpism -

Make Democracy Great Again

Alan Hick 40

LES ANCIENS PUBLIENT

Pierre Mirel : L'Europe dépendante, otage et proie

Jean-François Drevet 41

L'oignon saint-gillois, de Philippe Godts

Marie-Claire Spruit 42

NOUS ONT QUITTÉS

43



Gianluca Brunetti



© AJACE BE

Chères lectrices et chers lecteurs,

Nous venons de vivre un été assez chahuté entre vagues de canicule, incendies, crises migratoires aiguës et poursuite des conflits en Ukraine, Gaza et Iran. Ces facteurs mettent à dure épreuve la résilience de notre modèle institutionnel, social et économique. Ils alimentent les critiques vers l'Union et ses politiques et favorisent le développement de tensions entre les États membres et les appels à des modèles de sociétés repliés sur elles-mêmes, qui négligent les bienfaits du parcours accompli et les acquis de plus de 75 ans de construction européenne.

Notre témoignage et notre rôle en tant que association d'anciens de l'Union demeurent capitaux pour rappeler l'importance et la nécessité absolue de la poursuite du projet européen.

Ce numéro d'Apropos s'inscrit dans cette optique en tant qu'association: outre le rappel des activités de nos clubs, les différents articles nous font entre autres parcourir l'histoire des migrations de l'après-guerre avec le rappel de la tragédie de Marcinelle, nous fournissent des clés d'interprétation du fonctionnement

de ce 'nouveau monde', caractérisé par le trumpisme, le renversement des alliances, la perte d'influence de notre continent et la nécessité de bâtir des relations constructives avec le Royaume-Uni. Vous y trouverez aussi des articles sur bien d'autres thèmes sociétaux.

La liste des sujets traités étant longue, je vous invite simplement à parcourir ce numéro et à lire les nombreuses et intéressantes contributions des auteurs que je remercie vivement.

Je profite aussi de cet espace pour saluer l'engagement de la rédactrice en chef, Monique Théâtre qui, par son énergie et son enthousiasme, nous permet de passer des moments de lecture et de réflexion très enrichissants. **Bonne lecture !**

Dear readers,

We have just come through a rather turbulent summer, marked by heatwaves, wildfires, acute migration crises and ongoing conflicts in Ukraine, Gaza and Iran. These factors are putting the resilience of our institutional, social and economic model to the test. They fuel criticism of the Union and its policies and encourage the emergence of tensions between Member States, as well as calls for inward-looking societal models that overlook the benefits of the progress made and the achievements of more than 75 years of European integration.

Our testimony and our role as a former staff association of the Union remain crucial in highlighting the

importance and absolute necessity of continuing the European project. This issue of Apropos reflects this approach: as well as providing an update on our clubs' activities, various articles take us on a journey through the history of post-war migration - including a reminder of the Marcinelle tragedy - and offer insights into how this 'new world' characterised by Trumpism, shifting alliances, our continent's loss of influence and the need to build constructive relations with the United Kingdom. You will also find articles on many other social issues. As the list of topics covered is extensive, I simply invite you to browse through this issue and read the many interesting contributions from the authors, to whom I extend my warmest thanks.

I would also like to take this opportunity to pay tribute to the dedication of the editor-in-chief, Monique Théâtre, whose energy and enthusiasm enable us to enjoy some truly enriching moments of reading and reflection. **Happy reading!**

Beste lezers,

We hebben net een nogal turbulente zomer achter de rug, met hittegolven, bosbranden, acute migratiecrises en aanhoudende conflicten in Oekraïne, Gaza en Iran. Deze factoren stellen de veerkracht van ons institutionele, sociale en economische model zwaar op de proef. Ze voeden de kritiek op de Unie en haar beleid en werken de toename van spanningen tussen de lidstaten in de hand, evenals de roep om gesloten samenlevingsmodellen,

waarbij voorbij wordt gegaan aan de voordelen van de afgelegde weg en de verworvenheden van meer dan 75 jaar Europese integratie.

Ons getuigenis en onze rol als vereniging van oud-personeelsleden van de Unie blijven van cruciaal belang om te benadrukken hoe belangrijk en absoluut noodzakelijk het is dat het Europese project wordt voortgezet. Deze uitgave van *Apropos* sluit hierbij aan: naast een overzicht van de activiteiten van onze clubs nemen de verschillende artikelen ons onder

meer mee door de geschiedenis van de naoorlogse migratiegolven, met een terugblik op de tragedie van Marcinelle, en bieden ze ons inzichten in de werking van deze 'nieuwe wereld', die wordt gekenmerkt door het trumpisme, het omkeren van allianties, het verlies aan invloed van ons continent en de noodzaak om constructieve betrekkingen met het Verenigd Koninkrijk op te bouwen. U vindt er ook artikelen over tal van andere maatschappelijke thema's.

Aangezien de lijst met behandelde onderwerpen lang is, nodig ik u uit om deze uitgave eens door te bladeren en de vele interessante bijdragen van de auteurs te lezen, die ik hartelijk bedank.

Ik maak ook van deze gelegenheid gebruik om mijn waardering uit te spreken voor de inzet van hoofdredactrice Monique Théâtre, die ons met haar energie en enthousiasme zeer verrijkende momenten van lezen en nadenken bezorgt. **Veel leesplezier!**

LE BILLET DE LA RÉDAC'CHEFFE

Un bulletin qui ne prend jamais de vacances. . .

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef

Un bulletin trimestriel, c'est une publication que l'on découvre régulièrement entre ses mains ou sur son écran. Quelques pages, des articles, des témoignages, des informations qui semblent arriver naturellement, au rythme des saisons. Pourtant, derrière chaque numéro se cache un travail discret, constant et collectif. Et ce travail, lui, ne connaît pas vraiment de vacances.

Au sein du comité de rédaction d'*Apropos*, la préparation du prochain numéro commence bien avant sa parution. Il faut chercher des sujets, repérer les articles susceptibles d'intéresser les lecteurs, solliciter et prendre contact avec les contributeurs, échanger avec eux, relancer parfois, accompagner la rédaction, relire et réfléchir à la cohérence de l'ensemble. Une véritable recherche de fond, qui se poursuit au fil des semaines, y compris lorsque le calendrier invite plutôt au repos et à la détente.

Alors que beaucoup profitent bien légitimement d'une pause estivale, le comité de rédaction d'*Apropos* s'est

réuni en plein cœur de l'été. Non par goût de l'activisme, mais par souci de la continuité du bulletin et par respect de son rythme de parution. Car un trimestriel impose sa propre horloge : les échéances reviennent, les contenus doivent être prêts, les choix doivent être faits.

Cette réunion estivale témoigne surtout de l'engagement de celles et ceux qui font vivre cette publication. Des bénévoles qui consacrent du temps et de l'énergie à une œuvre collective. Leur objectif est simple : permettre à chaque numéro de rester fidèle à l'esprit de l'association. Ainsi, même au cœur de l'été, *Apropos* continue son chemin. Il ne connaît pas de vacances parce que les membres de son comité de rédaction qui le préparent sont soucieux d'assurer sa continuité et sa qualité. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés. Et que vous, chers lecteurs, sachiez que, derrière chaque numéro, il y a bien plus que des pages : il y a du temps, de la persévérance, de la passion. Que ce numéro soit, une fois encore, le reflet de cet engagement collectif. ■

Le CA en vacances

par Laura Mosca, Secrétaire générale

La dernière réunion du Conseil d'administration du mois de juin, précédant la période estivale, a permis de finaliser certaines décisions sur des projets en cours et de préparer la rentrée de septembre.

Un nouveau trésorier

Suite à un appel à manifestation d'intérêt, la section a pu « recruter » un nouveau trésorier qui devrait prendre ses fonctions à l'automne. Cette arrivée va contribuer à la bonne gestion financière de la section, toujours avec l'aide précieuse de Gilbert qui en assure le suivi durant la période intermédiaire.

Actions sociales

La dimension sociale reste au cœur des préoccupations. Des réunions constructives avec les bénévoles sociaux permettent de faire le point sur les actions menées et d'échanger sur les besoins rencontrés sur le terrain. La collaboration avec les assistants sociaux de toutes les Institutions est toujours très appréciée. Le groupe de suivi des maisons de repos (MR/MRS/RSS), constitué de huit bénévoles, continue son travail de visite afin de garder la liste à jour.

Méthode/Pensions

L'AIACE participe toujours activement aux travaux du Groupe Technique dans ce domaine. Le CA de la section suit aussi avec attention les éventuelles conséquences de l'application de la loi de juillet 2025 prévoyant de plafonner le montant du cumul d'une pension belge et de celle d'une autre source dont celle de l'UE.

RCAM

La révision de nombreux plafonds de remboursement datant de 2007 est également une priorité, dans l'intérêt des affiliés et notamment des pensionnés. Au niveau de l'équilibre financier du RCAM, il est important de signaler que la moyenne annuelle des dépenses de frais de maladie des pensionnés - constituant un tiers des affiliés - est plus du double de celle des actifs. La question de la représentativité de l'AIACE au sein du CGAM (Comité de Gestion de l'Assurance Maladie) reste un sujet majeur, sachant qu'elle y participe sans droit de vote.

Matinées de l'informatique

L'appel à manifestation d'intérêt a généré quelque 120 inscriptions. Les cours de soutien informatique reprendront en septembre après la pause estivale. Cette activité répond à un besoin toujours présent et a pour but de permettre aux inscrits de mieux maîtriser les outils numériques en relation avec les applications utilisées par la Commission. Car la fracture numérique est également un souci constant de notre section.

Culture et loisirs

La section entend également poursuivre ses activités culturelles et de loisirs. C'est ainsi que le 25 août dernier, 80 membres se sont retrouvés à Namur pour une excursion en bateau sur la Meuse. Côté croisières, un voyage de 6 jours sur le Rhône, entre Lyon, la Camargue et la Provence est organisé mi-septembre. Fin septembre, la section emmènera une quarantaine de membres sur les lieux emblématiques de la bataille de Verdun. Deux pièces de théâtre, « Le Mariage de Mademoiselle Beulemans » et « La Souricière » seront également proposées avant la fin de l'année. Dans le contexte du mécénat de la section à l'égard de la Chapelle Musicale Reine Elisabeth, un concert sera également proposé. Bref, de beaux moments de convivialité en perspective. ■

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2026-2029

Président	Gianluca Brunetti
Vice-Présidents	Alan Hick Nadine Wraith
Secrétaire Générale	Laura Mosca
Trésorier	à confirmer par le CA
Gestion liste des membres	Gilbert Lybaert
Déléguée à la protection des données	Raffaella Longoni
Membres	Pierre Blanchard Dominique Dedeken Dominique Deshayes Félix Geradon Nicole Hankart Ignazio Iacono Alexandre Jacobs Monique Théâtre

Bienvenue à nos **nouveaux membres** ! Welcome to our **new members**! Welkom aan onze **nieuwe leden**!

AQUARO Francesca
 ARNOYS Marilyn
 BARBOSA Nathalie
 BINDELS Martinus
 BOCCELLATI Lorenzo
 BOCK-MULLER Dominique
 BOULAÏCH Mohamed Larbi
 BRITO Rosa
 BUDERASKA Beata
 CAMURATO CARFAGNO Antonietta Rosa
 CESARI Roberto
 CLARKE-WILSON Stella
 CONTOR Laura Susan
 CORIJN Jan
 CORNELIUSSON Anders
 CUNHA REIS FORTUNATO DE ALMEIDA Maria da Conceição
 de LALAING Chantal
 DE MIRANDA João Carlos
 DE ROSSI Carlo
 DE SEABRA NUNES DE ALMEIDA Joaquim Pedro
 DE VITA Mauro
 DE WITTE Monique
 DEDOBBELEER Vladymyr
 DELLIS Sylvie
 D'HOOGHE Hans
 DORLO Carlo (Gerardus)
 DRAGOS Elena Cornelia
 DRAKAKIS Georgia
 FAU SEBASTIAN Maria Fernanda
 FERNANDEZ JIMENEZ Jose Felix
 FERRIERE Jean
 FOREST Laurent
 FORTI Enrico
 GAMEZ MORENO Antonia
 GATTI Rosalba
 GHEORGHE Adriana Elisabet

GOELEN ROBINO Marie-Elisabeth
 GUINDEL NOVILLO Pilar
 HARTIG Gabriela
 HENN Uta
 HERNANDEZ Mildret
 HERRERO ROMEU Anna
 HOUGARDY Yannik
 HUTTUNEN Tuuli
 ITURRI MUGICA Jose Ignacio
 JACQMIN Jean-Marie
 JOLIFF Gwennaël
 JOLLY Bryan
 KAESNER Ralph
 KAUFMANN Thomas
 KREYDT Ria
 LE LOUARN Annick
 LOBERA Enrique
 LOCKETT Anthony
 MARANGONI Daniela
 MARANGOS Nikolaos
 MARCHANDISE Dominique
 MATRONE ELISABETTA
 McARTHUR Nina
 MEIJERS Wilhelmus
 MERCIER-HANDISYDE Patrick
 MIDDLETON Timothy
 MUZARD Sylvie
 NICOLAS Timothy Charles Giffard
 OLAZABAL Y TETUAN Rafael
 OMEIS Brigitte
 OXENIUS-BRUNNER Hermine
 PAMPALONI Paola
 PAPAConstantinou Andreas
 PAPADOPOULOU Soumela
 PARZIALE Michel
 PATTERSON Kenneth René

PAUWELS Bertil
 PAUWELS Eddy
 PERRET RICCIARDI Cristina Graciela
 POKORNY Adam John
 RAYO DIAZ Mari Reye
 RENIÉ Eléonore
 REUTER Karin
 ROBINSON Peter Folke
 ROBLES GUTIERREZ Nathalie
 RODRIGUEZ ORTEGA Jose Luis
 ROSATI Angelo
 ROSSI Pietro
 ROUSSEAU Hervé
 RYCKEBOER Frank
 SABATHIER Catherine
 SAILE Christoph
 SCHMIDT Claudia
 SCHWAB Ursula
 SEPPALA Pia
 SPANU Federico
 STASSART Claire
 TAMARIT BARRULL Ana Maria
 THAETER Christophe Jean-Pierre Guy
 THILL Michèle
 VAN DER ZEE Reinder
 VAN EETVELT Marc
 VAN ESSCHE Linda Bertha
 VAN MALDER Dirk
 VAN NEVEL Ludgart
 VANBRABANT-DEVLEMINCKX Claire
 VENDELBO Danny
 VIJGHEN Thierry Jean Pierre
 VRANCKX Marie-Josée
 WOUTERS Stefaan
 ZANNELLI Daniela
 ZONA Antonina

Secrétariat de l'AIACE Section Belgique

Julie Tomaselli assure la permanence au secrétariat les mardis et vendredis de 9h30 à 12h30.

Les lundis, mercredis et jeudis, la permanence est assurée par des bénévoles de 10h00 à 12h00.

Le secrétariat est également joignable par téléphone tous les matins entre 9h30 et 12h30.



**Rue Van Maerlant, 18 - 03/58
 B-1049 Bruxelles
 Tél. 02 295 38 42
 aiace-be@ec.europa.eu**

*Vous avez changé d'adresse, d'e-mail
 ou de numéro de smartphone/gsm,
 merci d'en informer le secrétariat.*

*Pour des raisons de protection des
 données personnelles, les services de la
 Commission ne nous communiquent pas
 ces informations.*

FR / APPEL À CONTRIBUTIONS

Vous désirez réagir à un article qui a été publié dans Apropos ?

Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture, ...)?

Votre parcours professionnel ou vos occupations durant la retraite sont susceptibles d'intéresser les lecteurs ?

Vous connaissez un ancien collègue dont le rayonnement personnel mérite d'être mis en lumière ?

Envoyez-moi un courriel ou écrivez au secrétariat de l'AIACE section Belgique.

Vos contributions en français, néerlandais, anglais ou allemand ne doivent pas excéder 900 mots. Elles seront publiées sous réserve de l'accord du Comité de rédaction.

NL / UW BIJDAGEN GRAAG !

Wilt u reageren op een artikel dat in Apropos is verschenen ?

Wilt u een persoonlijke bijdrage insturen over een onderwerp van Europees belang (op politiek, economisch, cultureel of ander vlak), of ook een grappige tekening over iets actueels ?

Kunnen uw beroepsloopbaan of activiteiten gedurende uw pensioen misschien anderen tot het lezen hiervan verlokken en wilt u daarmee graag naar buiten komen ?

Kent u een oud-collega van wie de persoonlijke verdiensten in het zonnetje gezet mogen worden ? Stuur mij dan een mail of schrijf naar het secretariaat van de AIACE, afdeling België.

Uw bijdragen mogen ten hoogste 900 woorden omvatten. Zij zullen worden gepubliceerd onder het voorbehoud van instemming van het redactiecomité.

DE / AUFRUF ZU BEITRÄGEN

Sie möchten sich zu einem Artikel äußern, der im Apropos veröffentlicht wurde ?

Sie möchten einen persönlichen Beitrag zu einem Thema von europäischem Interesse (politisch, wirtschaftlich, kulturell) senden oder eine humoristische Zeichnung zu einer aktuellen Frage ?

Ihr beruflicher Werdegang oder Ihre Tätigkeit während der Pensionierung könnten die Leser interessieren und Sie möchten darüber etwas mitteilen ?

Sie kennen einen früheren Kollegen, dessen persönliche Ausstrahlung hervorgehoben werden sollte ?

Senden Sie mir eine E-Mail oder schreiben Sie an das Sekretariat der AIACE, Sektion Belgien. Ihre Beiträge sollten 900 Wörter nicht überschreiten. Sie werden vorbehaltlich Zustimmung des Redaktionskomitees veröffentlicht.

EN / CALL FOR CONTRIBUTIONS

You might like to react to an article appearing in Apropos ?

You would like to send a personal contribution on a matter of European interest (political, economic, cultural ...), an amusing drawing on a current topic ?

Your professional profile or your retirement activities may interest readers and you want to share them ?

You know a former colleague whose personal profile deserves illustration ?

Send me an e-mail or write to me at the AIACE secretariat, Belgian section.

Contributions must not exceed 900 words. They will be published subject to the agreement of the editorial Committee.

© Adobe Stock



monique.theatre@gmail.com

AIACE section Belgique - VM-18 03/15 - 1049 Bruxelles

Le Cercle des marcheurs du jeudi



© AIACE.BE

Notre cercle de marche organise des sorties pédestres les 1^{ers} et 3^{èmes} jeudis du mois, offrant l'occasion de découvrir forêts, campagnes et parfois villes, au fil d'itinéraires choisis avec soin par nos guides bénévoles. Ces balades se déroulent dans un esprit de convivialité, au sein d'un groupe à taille humaine. Une cotisation annuelle de 15 € est demandée. Le covoiturage se fait selon les possibilités de chacun. ■

Isabelle De Moor & Marc Aertgeerts

CONTACT : aiacemarcheursdujeudi@gmail.com

Les Clubs de la bière et du vin

Si vous êtes intéressés à participer aux rencontres de ces Clubs, n'hésitez pas à envoyer un mail au secrétariat de la section : AIACE-BE@ec.europa.eu en mentionnant vos nom, prénom, n° de membre et pour quel club vous manifestez votre intérêt. Les listes ainsi constituées permettront par la suite d'envoyer les invitations spécifiques pour les rencontres et dégustations. **Santé !**



© AIACE-BE

The Beer and Wine Clubs

If you're interested in participating in the meetings of these Clubs, please send an email to the section secretariat at AIACE-BE@ec.europa.eu giving your name, surname and membership n° and indicating which club you'd like to join. The resulting mailing lists will then be used to send out specific invitations for new meetings and tastings. **Cheers! ■ Alain Hick**



© AIACE-BE

Club européen European Club **Alain Hick**

Le Club européen de l'AIACE Belgique

L'idée est toute simple : une discussion-dinatoire ensemble de temps en temps dans un lieu convivial, chaque fois avec un(e) invité(e) du Club afin d'échanger des idées d'actualité autour de l'Europe et nos expériences, dans un cadre informel et décontracté. Le 10 juin dernier, le Club a eu l'honneur d'avoir comme invité Herman Van Rompuy, ancien Premier ministre belge et ancien président du Conseil européen, venu débattre du thème « L'Europe dans la tourmente mondiale ». Un sympathique cocktail dinatoire a également réuni début juillet les membres du Club les plus fidèles. Si vous voulez rejoindre le Club, il suffit de manifester votre intérêt en envoyant un simple email (avec votre nom et n° d'adhésion AIACE -BE) à : monique.theatre@gmail.com

Merci et au plaisir de vous rencontrer très bientôt au sein de ce Club européen !

The European Club of AIACE Belgium

The idea is very simple: a dinner-discussion together from time to time in a friendly place, each time with a guest invitee of the Club in order to exchange some ideas on current European affairs and our experiences in an informal and relaxed setting. On 10 June, the Club had the honour of welcoming Herman Van Rompuy, former Belgian Prime Minister and former President of the European Council, as its guest, to discuss the topic « Europe in the global storm ». A convivial cocktail reception was also held in early July to bring together the Club's most loyal members. If you are interested in joining the Club, could you kindly send an email (with your name and AIACE-BE membership n°) expressing your interest to: monique.theatre@gmail.com

Thanks and looking forward to seeing you soon at this European Club ! ■

Rapport 2026 sur l'état de droit : prospérité, sécurité et résilience démocratique renforcées

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef
(Source : Europa)



© Adobe Stock

La Commission européenne a publié le 17 juillet dernier son septième rapport annuel sur l'état de droit, qui évalue l'état de droit dans tous les États membres de l'UE, ainsi que dans quatre pays candidats : Albanie, Monténégro, Macédoine du Nord et Serbie.

L'état de droit est à la base de la prospérité, de la démocratie et de la sécurité de l'Europe. Des systèmes de justice indépendants, des cadres efficaces de lutte contre la corruption, des médias libres et pluralistes et des contre-pouvoirs solides protègent les droits des citoyens et maintiennent la confiance dans les institutions publiques et la démocratie. Ils offrent la sécurité juridique qui soutient l'investissement, la compétitivité et la croissance économique. Au fil du temps, le rapport est devenu un outil bien établi pour engager un dialogue avec les États membres sur des questions liées à l'état de droit. Ses recommandations sont un moteur de réforme. Voici les principales conclusions du rapport de cette année.

Systèmes de justice

De nombreux États membres ont progressé dans les réformes de la justice au cours de l'année écoulée. Parmi les mesures positives figurent le renforcement de l'indépendance des conseils de la magistrature, des garanties

supplémentaires pour les nominations des juges et les procédures disciplinaires, et le renforcement de l'autonomie des services du ministère public. Les réformes progressent toutefois à un rythme plus lent dans certains États membres, et de graves préoccupations subsistent dans certains cas. Dans la plupart des pays visés par l'élargissement, les efforts visant à mettre en œuvre des réformes judiciaires se sont poursuivis, tandis que des inquiétudes persistaient quant à une influence indue entravant l'indépendance de la justice.

Cadres de lutte contre la corruption

La directive relative à la lutte contre la corruption, qui est entrée en vigueur le 31 mai 2026, établit un cadre moderne et harmonisé pour prévenir, détecter et sanctionner la corruption. Plusieurs États membres ont élaboré de nouvelles stratégies de lutte et la Commission les soutient dans leurs efforts. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour renforcer les cadres de prévention, tels que ceux liés au lobbying et aux conflits d'intérêts, ainsi que pour garantir l'efficacité des enquêtes, des poursuites et des jugements définitifs dans les affaires de corruption. Dans la plupart des pays de l'élargissement couverts par le rapport, les cadres juridiques et institutionnels ont été renforcés, tandis que les enquêtes, les poursuites et le jugement des affaires de corruption doivent encore être améliorés.

Liberté et pluralisme des médias

Des réformes sont en cours dans les États membres pour aligner leur législation nationale sur la législation européenne sur la liberté des médias (EMFA). Plusieurs États membres entreprennent des réformes visant à renforcer l'indépendance du fonctionnement et du financement des médias du service public, ainsi que l'équité et la transparence dans l'attribution de la publicité d'État. Une attention accrue est accordée à l'amélioration de la sécurité et de la protection des journalistes contre les menaces persistantes. La Commission soutient un environnement plus favorable et plus sûr pour les journalistes et pour des reportages d'information de qualité. Des mesures concrètes sont prises pour lutter contre le phénomène des poursuites stratégiques altérant le débat public (les « poursuites-bâillons »). Les nominations aux structures de gouvernance des médias de service public et des régulateurs des médias ont renforcé leur stabilité, tandis que des inquiétudes persistent quant à la concentration du marché des médias et à l'indépendance éditoriale des radiodiffuseurs publics.

Contrôles et contre-pouvoirs institutionnels

Des réformes visant à améliorer la sécurité juridique et la qualité de la législation ont été engagées. Dans certains États membres, des lacunes persistent en ce qui concerne le recours excessif aux procédures législatives d'urgence et le manque de participation des parties prenantes. De nombreux États membres continuent de mettre en place un cadre propice et favorable à la société civile et de poursuivre les efforts visant à améliorer leur environnement opérationnel. Toutefois, les acteurs de la société civile continuent de signaler des difficultés, notamment des

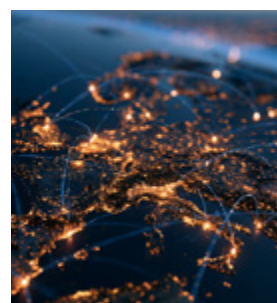
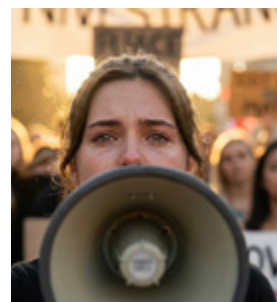
restrictions en matière de financement et de rassemblement pacifique. Dans les pays visés par l'élargissement couverts par le rapport, certains défis persistent, par exemple en ce qui concerne la mise en place d'un environnement favorable à la société civile.

Dimension du marché unique

Le rapport met l'accent sur l'incidence de l'état de droit sur le fonctionnement du marché unique et sur l'environnement opérationnel des entreprises. Par exemple, le rapport fournit des informations sur la spécialisation des tribunaux et des juges dans le traitement des affaires commerciales, des mesures visant à prévenir la corruption dans les marchés publics, la protection des investissements, et l'environnement réglementaire stable nécessaire pour que les entreprises opèrent dans des conditions prévisibles.

Prochaines étapes

La Commission invite le Parlement européen et le Conseil de l'UE à poursuivre les débats généraux et par pays sur la base du rapport et de ses recommandations. Elle encourage également les parlements nationaux, la société civile et les autres parties prenantes à poursuivre le dialogue aux niveaux national et européen. Elle invite les États membres à relever les défis recensés dans le rapport et se tient prête à soutenir la mise en œuvre des recommandations. Pour les pays visés par l'élargissement couverts par le rapport, la Commission assurera le suivi des questions recensées, y compris dans ses prochains rapports annuels sur l'élargissement. Comme l'a annoncé la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, dans ses orientations politiques 2024-2029, d'autres pays candidats seront inclus dans le rapport sur l'état de droit dès qu'ils seront prêts. ■



© Adobe Stock

How should Prime Minister Burnham handle the EU ?

by Richard Corbett

Former MEP for Yorkshire and Humber who served as leader of the Labour MEPs between 2017 and 2020. As a former EU staff member, he is also member of AIACE-BE.

Among the issues facing Andy Burnham will be what to do about the « reset » with the EU started by the Starmer government.



© CC BY 3.0

This aimed, on its economic side, at attenuating the costs of Brexit. The hope was that, by aligning with EU single market

standards and rules in various specific sectors, Britain could claw back lost exports, and reduce red tape, paperwork and border inspections that have hindered exports to what is, by far, our largest market. Starting with agriculture and energy, it was hoped to move on to other sectors such as chemicals and pharmaceuticals. But this has proved to be slow and cumbersome, with no deal yet in place, even after two years, even for the two priority sectors. Rejoining the single market piecemeal isn't working fast enough and won't move the economic dial.

This is problematic. Brexit has turned out to be even more costly than initially estimated, with recent calculations showing that the UK

economy may be up to eight per cent smaller than it would have been had we remained a member of the EU. Most of this loss arises from not being in the single market. The lost output also means that tax revenues have shrunk by around £90 billion every year, a sum that would have meant a very different debate on what we can afford to spend.

The economic damage of Brexit has not just been noticed by economists, businesses and politicians. It has also been noted by voters who can now see that Brexit bears no resemblance to what they were promised by the Leave campaign in 2016. They were told that Brexit would be

easy, save lots of money (that would all go to the National Health Service), and keep Britain's access to Europe while securing wonderful new trade deals across the planet. None of this was true. A significant number of Leave voters have, therefore, changed their view - especially if they work in a sector that has been particularly affected, or if they have been irritated by the multiple little things that Brexit has made more difficult, from ordering small packages abroad to joining the longer non-EU queue at border checkpoints if they travel.

Multiple little things that Brexit has made more difficult, from ordering small packages abroad to joining the longer non-EU queue at border checkpoints.

Acknowledging the error

With a slowly but steadily growing number of people - now over 60 percent of those expressing a view - saying Brexit was a mistake and even wanting to rejoin the EU, it is clear that there is room for more ambition on the part of the government. Up to now, Labour has shied away from full participation in the single market, mainly because that would require accepting Freedom of Movement with the EU (and with Norway, Iceland and Switzerland). Given the toxic nature of the debate about migration in Britain, this set the alarm bells ringing - hence the caution of

the 2024 manifesto. Yet this need not be as big an obstacle as many people think. Especially now.

Labour has shied away from full participation in the single market, mainly because that would require accepting Freedom of Movement with the EU.

Most migration to Britain is from outside the EU and is therefore almost entirely a matter

for national, not EU, rules. To the extent that it is affected by EU rules, it is on two useful aspects that we have lost with Brexit. The first is that the UK lost access to shared police databases of criminal records, wanted suspects, fingerprints, etc that enabled easier checks on anyone seeking to enter the UK. The second was the right, under the EU's "Dublin" regulations, to return asylum seekers to the first EU country they entered to be evaluated there. It is no coincidence that the small boat phenomenon arose after we left the EU.

Migration - a possible solution

Migration to Britain from inside the EU, is numerically much smaller and is less problematic, especially now, for three reasons.

First, the EU's internal Freedom of Movement is not an unconditional right: those availing of it have to find employment or be self-sufficient. Britain failed to apply those conditions, but it could in the future. Indeed, it would be advantageous to describe it as "Conditional Freedom of Movement" - for that is what it is. For much of the public, that more accurate description would be reassuring. Second, the likelihood of large numbers coming to Britain from EU countries is now smaller anyway, due to the increased standard of living in countries like Poland. And EU citizens moving to the UK are (and were) more likely to return to their own country after a few years (which many of them did) than are those coming from further afield, with fewer of them bringing their families with them. Third, the EU's internal Freedom of Movement is a reciprocal right, and over a million Brits worked, studied or retired lived in other EU countries, something that is now much more difficult and is missed by many.

Economically (not to mention geo-strategically with a militarily aggressive Putin to the east and an unreliable and dangerous Trump to the west making it more obvious by the day that the interests and values of European countries, including Britain, converge), we need a more ambitious and faster re-set with the EU. The EU's conditional internal freedom of movement should not be a reason to hold us back from rejoining the single market, or even contemplating a return to the EU. ■



Enlargement - the long queue and longer doubts

by Robert Cox
Member of the Editorial Committee



© Adobe Stock

Strength in numbers?

Dear reader, you have probably had more useful things to do than count the number of possible candidates for membership of the European Union (EU). So *Apropos* has done it for you. Theoretically, no fewer than fourteen countries could be in the queue. Let us list them from east to west, then south to north. We start with Caucasus - Armenia and Georgia. Then Moldova and Ukraine. And, of course, Turkey. That makes five (5). Over into the Balkans and we have a big pack of six (6) starting with Northern Macedonia, up to Serbia, across to Montenegro, Kosovo, Albania and, in the middle, Bosnia-Herzegovina.

Then, a long jump into the cooler north we meet another three (3) - Iceland, Norway and, of course, the United Kingdom, troubled by the Brexit ghost of its own making. If all of these fourteen (14) were actually to become member this would bring the Union to a grand total of membership of 41 states. And this without the institutional strengthening

to ensure the Union's governability. To this we shall return. Relax, dear reader - this is most unlikely in the near future. But there is one big and serious animal in the pack - Ukraine.

(Note, meanwhile, that Switzerland seems to be quite comfortable with its current model of partnership with Union. Andorra, Liechtenstein, Monaco and San Marino have no pretensions. And Belarus remains well out of sight as a vassal of Russia).

Wider or deeper? The old conundrum

European Council President, António Costa, concluding a visit to Belgrade in early June, remarked that enlargement was a geostrategic necessity for Europe. This has been the foundation and ultimate justification of all successive enlargements since 1973. Costa then went on, with minimal diplomatic nicety, to pinpoint Serbia's shortcomings in meeting the requirements of EU membership. Herein lies the central conundrum of EU enlargement - plus the issue of the functional requirements of institutional manageability if the thing is to work.

Meanwhile certain relevant people are adding spice to the debate. Commissioner Marta Kos, who holds the enlargement portfolio, has called for quick decisions to revise the "deficient" system for conducting membership negotiations. The lady suffers under the dual burden of an onerous system and member states anxious to be seen to "do something" to prop up an embattled Ukraine (and Moldova too, for that matter).

German Chancellor Friedrich Merz has stoked the boiler further by proposing an associate membership solution with full institutional participation and benefits of membership - but with no voting rights. An old ploy which got nowhere in the past.

Theoretically, no fewer than fourteen countries could be in the queue.

Hungary has now given Ukrainian membership a new lease of life by dropping its 17 months old veto on negotiations - and others have thereby lost a pretext for inaction.

There is one big and serious animal in the pack - Ukraine.

What next?

After top-priority Ukraine, negotiations with **Moldova** seem to be making progress. So do those with **Montenegro**. Commission and **Northern Macedonia** are talking. Elsewhere in the western Balkans - not much. Bosnia-Herzegovina is no condition to negotiate anything with anyone. **Turkish** membership has dropped below the political horizons of both Erdogan's regime and the that of the Union.

Two most interesting phenomena seem to be moving in the **Nordic** world. **Iceland** (see *Apropos* 114) is heading for a referendum on requesting EU membership. **Norway's** political establishment seems - cautiously, given Norway's divisive history on the subject - to be toying anew with the idea. All of this doubtless helped by the combined

bullying of Moscow and Washington. Helped too, perhaps, by further signs that Danes are moving away from the streaks of Europhobia which have often conditioned their domestic politics. The policy statement of the new government in Copenhagen barely mentions the relationship with America.

All of which, while awaiting these tides to flood, leaves us with the old question what the Union can do to prepare for events which overtake it. Absorbing Ukraine alone will be arduous. Former Belgian premier and European Council president Herman van Rompuy, addressing AIACE Belgium's *Club Européen* in June, cautioned against premature and ambitious constitutional reform adventures such as the one scuppered by the misplaced zeal (of Valéry Giscard d'Estaing, ed.) a quarter-century ago. Dig patiently for pragmatic reforms, including extension of qualified majority voting (QMV), and limited partnerships (like the Eurozone and Schengen) - the way ahead of the Union at its most successful. ■

The European Movement, precursor of European Union

by Alan Hick

Former Director at the European Economic and Social Committee, Vice-President of AIACE-Belgium, AIACE International delegate to the European Movement International, has various publications on the European Movement.¹

The road to European Union, so many EU pocket-books and pamphlets state, began on 9 May 1950 with the 'Schuman Declaration', then the European Coal and Steel Community and in turn the European Economic Community, European Community and now the European Union. These remarkable events and developments so often miss out the preceding and crucial post-war role of the 'European Movement.'

It was three years before Schuman and just three years after the most bloody and barbaric war in European history, that the pioneering work of the European Movement brought Europe together for the first time since the end of hostilities. On 7-11 May 1948, the Joint International Committee of Movements for European Unity (later called 'European Movement') assembled over 800 eminent political, socio-economic and civil society leaders from across the spectrum in the historic Congress

of Europe at The Hague. The Congress, presided over by Winston Churchill and attended by post-war European visionaries such as Konrad Adenauer, François Mitterrand, Paul-Henri Spaak and Altiero Spinelli, issued a resounding and powerful call for permanent peace and European union. In addition, it laid out a detailed blueprint which was the precursor of European unity plans for years to come.

¹ notably in *Documents on the History of European Integration*, Walter de Gruyter. Berlin - New York - EUJ, 1991

EUROPE

The Congress of Europe was where the road to European Union was launched

Its main proposals, at The Hague these 78 years ago and in subsequent gatherings in 1948-50, included:

- the creation of a representative European Assembly with juridical and constitutional functions
- a European Court and Charter of Human Rights
- a College of Europe and European Cultural Centre
- European economic union... in the form of a binding international agreement
- complete freedom of movement... a union in which men, goods and capital may move
- a full customs union
- full employment of labour and collective European agreements
- a European Economic and Social Council
- the unification of European currencies... and the creation of a monetary system comprising a single currency
- the coordination of budget, credit and social policies
- a European agricultural policy (and) European authority
- a European governmental body for coal, iron, steel, electricity and transport ...

Nearly all of these proposals of the European Movement preceded the Schuman Plan and the launch of the European Coal and Steel Community. Within a year of the Congress of Europe, the Council of



▲ Guy Verhofstadt (2nd left), EMI President, AIACE International Assises 2026 - © AIACE

Europe and a Consultative Assembly were established and much hope was invested in this unprecedented political undertaking. However, under sceptical British pressure, the Council of Europe proved to be limited and the initiative passed over to a Europe of the Six and to the technocratic, neo-functional European model devised by Jean Monnet. Nevertheless, the pioneering role of the European Movement was crucial in setting the EU agenda for the next fifty years and in consolidating the political will that launched and nurtured the road to European Union. Just about all of its main proposals, outlined above, have since been enacted.

But still more needs to be done

The European Movement today, whilst not as famous as in 1948, is still active in every Member-State and beyond - including the United Kingdom where a post-Brexit revival of the European idea now commands a convincing majority of the electorate, much

due to the persuasive work of the European Movement. Currently, the European Movement International is represented by 39 national European offices and regroups 36 International Associations, including AIACE International which actively participates in the International Council meetings and Federal Assembly. The EMI rigorously campaigns for a deeper-democratic Europe, fundamental European Rights and the Rule of Law, securing Europe's defence and security and strengthening Europe's competitiveness, social cohesion and climate leadership. The EMI President, Guy Verhofstadt, recently participated in the AIACE International 2026 Congress (Assises).

It is hoped that AIACE International can play an active part with the EMI in celebrating the 70th anniversary next year of the Rome Treaty and in the following year the 80th anniversary of the pioneering and ground-breaking Congress of Europe. ■

Marcinelle 1956 : les 70 ans d'une tragédie européenne

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef

Le 8 août 2026, l'Europe s'est recueillie. 70 ans se sont écoulés depuis la catastrophe du Bois du Cazier à Marcinelle. Ce matin-là, à 8h10, un accident dans les installations de la mine détermine un incendie qui se propage rapidement dans les galeries. Sur les 274 mineurs descendus au fond, 262 ne remonteront jamais à la surface.

Pendant près de deux semaines, les familles espèrent un miracle. Puis, le 23 août, la terrible nouvelle tombe. Les sauveteurs prononcent les mots qui entreront dans l'histoire : « Tutti cadaveri ». Tous sont morts. Derrière ce drame, il y avait des visages, des familles, des rêves. Parmi les victimes figuraient 136 Italiens, mais aussi des Belges, des Polonais, des Grecs, des Français, des Hongrois, des Allemands et des travailleurs venus d'autres pays. La mine était déjà une Europe en miniature : une communauté de destins unie par le travail, souvent dans des conditions extrêmement difficiles.

Le charbon contre les bras

Pour comprendre Marcinelle, il faut revenir à l'après-guerre. L'Europe est à reconstruire. Les industries ont besoin de charbon, énergie indispensable à la relance économique. La Belgique possède des mines mais manque cruellement de main-d'œuvre. En 1946, la Belgique et l'Italie concluent un accord devenu célèbre : du charbon belge en échange de travailleurs italiens. Des dizaines de milliers d'hommes quittent les Abruzzes, la Sicile, la Vénétie ou les Pouilles, laissant derrière eux leurs familles avec l'espoir d'une vie meilleure. Ils viennent alimenter les hauts fourneaux, chauffer les foyers et contribuer à la reconstruction d'un continent meurtri. Beaucoup d'entre eux découvrent une réalité bien plus rude que celle qui leur avait été promise : un travail pénible, dangereux, souvent effectué à plusieurs centaines de mètres sous terre. Marcinelle révèle brutalement le prix humain de cette reconstruction.

Une tragédie qui dépasse les frontières

L'émotion est immense, en Belgique comme en Italie. Les journaux européens consacrent leurs unes au drame. Les gouvernements sont interpellés. Les opinions publiques



© Adobe Stock

prennent conscience que derrière les statistiques économiques se trouvent des vies humaines. La catastrophe conduit à une profonde remise en question des conditions de sécurité dans les mines. Les normes évoluent progressivement, les contrôles se renforcent et la protection des travailleurs devient un enjeu majeur des politiques publiques. Mais Marcinelle laisse aussi une autre leçon, plus profonde encore : lorsqu'un drame touche des travailleurs venus de différents pays, aucune nation ne peut prétendre rester indifférente.

Une mémoire qui unit

Au moment de la catastrophe, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, créée quelques années plus tôt, jette les bases d'une coopération inédite entre les États européens. Le charbon n'est pas seulement une ressource stratégique : il est devenu un instrument de paix, destiné à rendre la guerre matériellement impossible entre les anciennes puissances ennemies. Le destin des mineurs de Marcinelle démontre que l'Europe a besoin, au-delà des traités et des marchés, d'hommes et de femmes qui lui donnent vie par leur travail. Ils ont été les premiers « Européens » à partager les mêmes risques pour un idéal. Aujourd'hui, le Bois du Cazier est devenu un lieu de mémoire et de recueillement. Le site est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO et a reçu en 2017 le label du patrimoine européen. Chaque 8 août, un hommage officiel est rendu aux 262 victimes (dont 13 n'ont toujours pas été officiellement identifiées à l'heure actuelle). Elles incarnent une génération qui a payé de sa vie le prix de la reconstruction de l'Europe. ■

La Belgique a proposé la création d'une Journée européenne en mémoire des victimes d'accidents du travail. Cette initiative, qui a été adoptée par le Parlement européen, vise à sensibiliser à la prévention et à la sécurité au travail dans tous les secteurs. Le 8 août, jour de commémoration de la catastrophe du Bois du Cazier, est proposé comme date de célébration de cette journée.

Le renversement des alliances

par Daniel Guggenbühl
Membre du Comité de rédaction



© EU 2025 - Photographie : Dati Bendo

Le tournant

Dans Apropos 113, nous nous demandions si l'Amérique aime l'Europe. Aujourd'hui la réponse est clairement : non, tout au moins pour ce qui est des dirigeants étatsuniens actuels. Le coup d'envoi, assimilable à un véritable séisme, a été donné par le nouveau vice-président américain JD Vance le 14 février 2025 lors de la Conférence sur la sécurité de Munich. Vance s'est livré à un discours

L'OTAN elle-même est regardée d'un œil critique par le président américain.

moralisateur d'une grande brutalité contre la démocratie et l'État de droit, qui constituent les fondements de notre Union européenne. Ce discours était l'arrêt de mort des États-Unis contre le soutien inconditionnel de l'Amérique à l'Europe matérialisé, dans un passé encore récent, par le parapluie militaire américain dont l'Europe a bénéficié dans la guerre en Ukraine. Le style « Trump » était né avec son accent sur la priorité de l'intérêt des États-Unis au plan international, mais aussi avec un certain caractère imprévisible et volatile propre au président américain.

Où est passé le multilatéralisme ?

Celui-ci a d'abord tourné le dos au multilatéralisme qui s'était imposé, y compris avec le soutien américain, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. On ne compte plus les organismes du système des Nations unies dont les USA se sont retirés. Ils sont par ailleurs restés à l'écart de la Convention sur le droit de la mer et de la Cour pénale internationale, autant d'instances qui, pour eux, limitent la souveraineté des États. L'Union européenne elle-même constitue pour eux une entrave à cette souveraineté. D'où la sympathie américaine pour les partis politiques eurosceptiques.

Impérialisme

Le mépris pour le multilatéralisme va de pair avec l'idée que seule la force, non le droit, guide les relations internationales. L'OTAN elle-même, pourtant portée sur les fonts baptismaux par les États-Unis et supposée défendre les démocraties européennes, est regardée d'un œil critique par le président américain. Et pourtant, c'est sous sa pression que ces pays ont accepté de porter progressivement leurs dépenses militaires à 5% de leur produit intérieur brut. S'en prendre à l'OTAN, c'est faire le jeu du président russe, pour lequel son homologue américain fait preuve d'une certaine indulgence en laissant à l'Europe le soin de trouver un arrangement avec la Russie. Australie, Corée du Sud et Japon souffrent de la même indifférence. Le nouveau comportement américain, qui implique explicitement, si « nécessaire », le recours à la force, peut même prendre des allures impérialistes. Il en va ainsi

de la volonté du président de mettre la main sur le Groenland, sans parler du Canada ou du canal de Panama.

Dans ce nouveau contexte, il appartient à l'Europe de se prendre en main. Dans le cas du Groenland, la situation est claire : la souveraineté est du ressort de cette île elle-même et du Danemark, dont c'est une région autonome. Du reste l'opinion publique américaine ne semble pas véritablement soutenir la revendication du président. Par contre, les géants américains du numérique, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), qui dominent le marché mondial et influencent les institutions européennes, donnent du fil à retordre à l'Europe, en particulier la Commission, qui leur a déjà infligé de nombreuses amendes pour comportement anticoncurrentiel. Du côté américain, bien entendu, on s'insurge contre ces amendes.

Et l'Europe ?

Ce dernier exemple montre que l'Europe a des moyens de se défendre et de prendre des mesures de rétorsion s'il le faut. Elle a accepté l'accord commercial plutôt déséquilibré dit de « Turnberry » conclu en juillet 2025 avec le président américain mais devrait à présent refuser toute décision américaine d'aller encore plus loin dans la discrimination en défaveur de l'UE. De façon générale, l'Union a encore du pain sur la planche pour se mettre au niveau d'une véritable puissance. Elle devra mettre en œuvre un marché unique encore incomplet, parfaire une « autonomie stratégique » en matière de défense, renforcer l'innovation et la compétitivité et dépasser la règle de l'unanimité qui bride encore la possibilité de mettre en œuvre une politique de défense digne de ce nom. Il semble qu'il y ait à présent, parmi nos dirigeants, une prise de conscience de l'urgence. Certains

experts prônent même l'élaboration d'un nouveau traité sur la défense, un processus qui prendrait évidemment quelques années.

Dans l'immédiat, on peut saluer l'apparition, en mars 2025, de la « Coalition des volontaires » pour le soutien à l'Ukraine dans sa défense contre l'agression russe. Certes, la coalition, initiée par le Premier ministre britannique, n'est pas une initiative de l'Union européenne

- qui était cependant représentée - mais douze de ses membres ont participé à la réunion constitutive, à laquelle participaient 18 dirigeants mondiaux, qui sont maintenant 35. En attendant, l'Ukraine fait preuve d'une capacité de résistance remarquable. Elle répond aux bombardements massifs de la Russie par des drones à longue portée montrant qu'elle semble avoir les moyens d'empêcher la Russie de la conquérir, ce qui reste l'objectif ultime de cette dernière. ■

L'UE devra dépasser la règle de l'unanimité qui bride encore la possibilité de mettre en œuvre une politique de défense digne de ce nom.



© Adobe Stock

Ce monde est un western

Chroniques de la rupture transatlantique¹

par Philippe Darmuzey

Directeur honoraire à la Commission européenne, 36 ans au service de la politique de développement, des relations euro-africaines et de l'action extérieure de l'UE.

Il est des moments où l'histoire accélère, où les équilibres que l'on croyait durables se fissurent et où les mots eux-mêmes deviennent insuffisants pour décrire ce qui bascule. Nous vivons l'un de ces moments.

Depuis près de huit décennies, l'ordre international reposait sur une architecture relativement stable : une alliance transatlantique structurante, un multilatéralisme imparfait mais opérant, un droit international progressivement consolidé et une conviction largement partagée - celle que la puissance devait être encadrée. Cet édifice n'a pas disparu en un jour. Mais une rupture s'est produite, venue non de l'extérieur, mais du cœur même du système. Depuis 2016, les États-Unis, piliers de cet ordre, ont engagé une mutation profonde de leur rapport au monde : désengagement sélectif, alliances devenues transactionnelles, contestation des institutions internationales, coercition commerciale et retour assumé aux rapports de force. Ce que nous avons d'abord interprété comme une anomalie politique s'est révélé être une transformation structurelle. Le trumpisme n'est pas un accident de l'histoire : il en est un révélateur. Trump n'a pas dévié de la trajectoire ; il a levé le voile. La vraie

question n'est donc plus : « Quand cela s'arrêtera-t-il ? », mais : « Sommes-nous capables de nous adapter à ce nouveau monde ? »

La fin de l'évidence transatlantique

L'ordre transatlantique tel que nous l'avons connu est mort - et presque personne n'ose le dire. Non sous les coups de la Chine ou de la Russie, mais sous ceux des États-Unis eux-mêmes. L'alliance ne disparaît pas ; elle change de nature. Les engagements deviennent conditionnels, les alliés des partenaires à mettre en concurrence, la diplomatie une succession de « deals ». La guerre en Ukraine a transformé cette évolution latente en choc stratégique. Pendant plus de soixante-dix ans, l'Europe a externalisé sa sécurité : l'OTAN, le parapluie américain, l'évidence d'une solidarité durable. Puis sont venues les négociations sans les Européens, les ambiguïtés américaines et la tentation d'un arrangement avec la Russie. Ce que l'on croyait structurel s'est révélé fragile. L'Ukraine n'est donc pas seulement une guerre. Elle est un révélateur, un moment de vérité, un test de maturité stratégique pour l'Europe. C'est là que celle-ci a compris qu'elle pouvait se retrouver seule. Mais une dépendance devenue visible peut aussi être surmontée.

Quand les règles ne contraignent plus

Ce basculement dépasse le cadre européen. À Gaza, en Iran, en Ukraine, les règles existent encore, les institutions s'expriment, mais les puissances agissent. Le droit international n'est pas aboli : il devient optionnel. Le multilatéralisme ne disparaît pas : il se vide de sa substance. Dans le même temps, les échanges se fragmentent, la guerre commerciale redevient un instrument de puissance et les logiques de blocs réapparaissent. Le système international issu de 1945 reposait sur une idée simple : la puissance devait être encadrée. Cette idée s'efface. Nous n'entrons pas nécessairement dans le chaos, mais dans une recomposition où les règles ne valent que si des puissances ont la volonté et la capacité de les défendre.

Europe puissance ou Europe dépendante

L'Europe est désormais au pied du mur. Elle a longtemps construit sa prospérité et sa sécurité dans un cadre stable : alliance transatlantique, multilatéralisme, prévisibilité stratégique. Ce cadre se dérobo. Deux voies s'ouvrent : rester protégée,

¹ Une version anglaise de cet essai, *This World is a Western - Chronicles of the Transatlantic Rupture*, est également disponible.

mais dépendante ; ou redevenir une puissance. Devenir une puissance ne signifie pas renoncer à ce qui fait la singularité européenne, ni imiter les empires. Cela signifie pouvoir défendre ce que nous sommes : assumer une défense crédible, investir dans les capacités nécessaires, simplifier la décision politique, dépasser l'unanimité paralysante et accepter le coût de la souveraineté.

L'Union ne part pas de rien. Elle a su faire de son marché, de ses normes et de sa capacité de régulation une influence mondiale - ce que l'on a justement appelé « l'effet Bruxelles ». Elle s'est construite comme un espace de droit, de compromis et de puissance douce. Mais le monde nouveau exige que cette puissance normative puisse s'appuyer sur une volonté politique, une autonomie économique et des capacités stratégiques réelles. Il ne s'agit pas d'abandonner la règle, mais de lui donner les moyens de résister à la force. Dans un monde instable, la lenteur devient une vulnérabilité et la fragmentation un risque stratégique. Des coalitions d'États volontaires et des formats plus flexibles s'imposeront probablement : une Europe à géométrie variable, non contre l'unité, mais pour la rendre opérationnelle. Dix ans après le Brexit, le rapprochement avec le Royaume-Uni dans la sécurité, la défense, la recherche ou Erasmus+ montre déjà qu'une architecture européenne élargie peut se reconstruire au-delà des seuls traités.

Une puissance relationnelle

Mais aucune puissance ne se construit seule. Le monde qui émerge s'organise autour des États-Unis, de la Chine, de puissances régionales et d'un Sud global en affirmation.

Deux voies pour l'Europe : rester protégée, mais dépendante, ou redevenir une puissance.

L'Europe devra structurer un réseau d'alliances : avec le Royaume-Uni, son voisinage, les partenaires indo-pacifiques et, surtout, l'Afrique. D'ici à 2050, l'Afrique sera au cœur

des dynamiques démographiques, urbaines, économiques, climatiques et technologiques mondiales. Pour l'Europe, la relation avec ce continent n'est pas une option diplomatique, mais une nécessité stratégique. Elle doit changer de nature : devenir moins asymétrique, plus politique, économique et sécuritaire. Il faut dépasser la rhétorique du « partenariat stratégique » pour envisager un véritable traité d'alliance entre l'Union européenne et l'Union africaine : juridiquement et politiquement contraignant, mutuellement bénéfique, couvrant la sécurité et la défense, le commerce et le développement, le climat, le numérique et les migrations, dans le respect des droits humains et de la gouvernance démocratique. L'Europe ne deviendra pas une puissance isolée, mais une puissance relationnelle.

Après la rupture

Le trumpisme n'est pas la fin de l'histoire. Il ouvre un moment de rupture dont les contradictions apparaissent déjà : instabilité stratégique, fragmentation

économique, isolement croissant. Rien ne garantit que ce système puisse se stabiliser durablement. La prochaine étape ne sera pourtant pas un retour à l'ordre ancien, mais l'émergence d'un nouvel équilibre. Dans cet espace, une possibilité demeure : celle d'une Europe capable de transformer la contrainte en projet ; de défendre le droit, reconstruire le multilatéralisme, réguler les dynamiques économiques et réduire les déséquilibres globaux. Non par nostalgie, mais par nécessité. Car, dans le monde qui vient, les règles ne disparaîtront pas. Elles seront portées par ceux qui auront les moyens de les défendre. L'alternative est désormais claire : subir les transformations du monde ou contribuer à les façonner.

L'histoire ne s'arrête pas avec la rupture. Elle commence avec la manière dont nous y répondons. L'Europe est-elle prête à devenir cette puissance ? ■



La guerre des drones

Depuis le retour de la guerre en Europe et l'émergence d'une nouvelle phase de l'éternel conflit israélo-palestinien désormais étendu à l'Iran, des avancées technologiques ont permis à l'« *art de la guerre* » (s'il est permis d'utiliser cette expression) de connaître de nouveaux développements (d'après *The Economist* du 30 mai-5 juin 2026, *The new shape of war*).

par Jean-François Drevet
Membre du Comité de rédaction



© Adobe Stock

Dans les conflits en cours, en Ukraine et au Moyen-Orient, sont apparues des armes très efficaces et bon marché qui ont tenu en échec le matériel dernier cri des grands industriels de l'armement.

Pour l'Union européenne dont l'un des fondements est le maintien de la paix, le défi est d'importance. D'une part, elle est confrontée aux effets de la multiplication des conflits dans son voisinage : si elle fait déjà face à un conflit majeur en Ukraine, il n'est pas exclu que d'autres, qui sont en gestation, prennent une tournure plus belliqueuse, du fait de l'accession au pouvoir d'extrémistes dans des pays faillis ou révisionnistes, dont il devient difficile de donner une liste exhaustive.

D'autre part, l'extension du chaos à de nombreux pays plus éloignés du « *Sud global* » affecte aussi l'UE dans ses relations préférentielles, notamment avec les ACP et dans la gestion de ses aides, dont la programmation de ses actions humanitaires.

Des armes efficaces et bon marché

Faute de place, on ne décrira pas ici à quel point la sophistication du matériel militaire

ne semble plus connaître de limite. Dès la fin des années 2010, elle a produit ses effets lors de l'attaque azerie au Nagorno-Karabakh. Ayant perdu le soutien de la Russie et n'ayant pas eu les moyens de moderniser son armée, l'Arménie a perdu. En Libye, la faction au pouvoir à Tripoli a échappé à la défaite grâce aux drones turcs. Dans les conflits en cours, en Ukraine et au Moyen-Orient, sont apparues des armes très efficaces et bon marché qui ont tenu en échec le matériel dernier cri des grands industriels de l'armement.

Il rend ces nouvelles armes accessibles à des puissances moyennes. Non seulement on peut les acheter à un nombre grandissant de fournisseurs, mais il devient possible de les fabriquer dans des pays récemment industrialisés aux coûts de production modérés comme la Turquie, qui exporte massivement son Bayraktar T2 et a récemment réalisé d'excellentes performances dans la vente de son matériel militaire (en 2025, les exportations d'armes turques se sont élevées à 8,3 milliards d'€, contre 211 M€ en 2002).

Une nouvelle course aux armements est lancée : dès qu'un pays passe commande, ses voisins se précipitent pour s'équiper. Et dans le contexte d'instabilité qui se répand en Afrique subsaharienne, où certains conflits anciens n'ont pas pu prendre une grande ampleur faute de moyens, qui va leur donner tort ? Et à la différence des produits coûteux vendus par les marchands d'armes occidentaux, leur utilisation ne dépend pas de conditions fixées par le vendeur.

Comme le Hezbollah et le Hamas en montrent l'exemple, ces armes sont aussi accessibles à des milices infra-étatiques, ce qui contribue

à la prolifération des conflits et augmente leur durée, ces factions n'étant pas soumises aux mêmes pressions que les Etats. Et dans des régions surpeuplées, on ne fait plus la différence entre les pertes civiles et militaires. Une comptabilité macabre des victimes fait l'objet d'une propagande effrénée, dans l'espoir de mobiliser l'opinion internationale.

Au-delà du réarmement, le retour de la diplomatie ?

Les faiseurs de paix ont donc du souci à se faire : au bon vieux temps de la guerre froide, de nombreux conflits ont connu leurs limites, faute de capacité à se procurer ou à fabriquer des armes. Si la dictature portugaise a pu se maintenir si longtemps dans ses « *provinces d'outre-mer* », c'est parce que les mouvements de libération ont longtemps rencontré des difficultés à s'équiper. Ce n'est plus la cas aujourd'hui : on assiste à une prolifération de conflits de basse intensité, où ce qui manque le moins, ce sont les armes. Ils vont donc se prolonger, parce que les belligérants n'auront pas de difficultés à s'en procurer. Les pays les plus pauvres, déjà les plus touchés, sont destinés à souffrir encore davantage. On peut déjà le voir au Soudan, bien que les médias, obsédés par d'autres conflits, ne lui consacrent pas beaucoup d'attention.

Sachant que le respect du droit international n'est pas vraiment en progrès, peut-on trouver des alternatives ? L'expérience de la lutte contre les mines anti-personnel a montré qu'une politique d'interdiction, sinon de contrôle, de certaines armes particulièrement meurtrières était possible. Cela paraît plus difficile aujourd'hui, notamment du fait de la multiplication des producteurs et parce qu'une partie de ces produits nouveaux sont à double usage : pacifique autant que militaire. La libération des échanges à laquelle on assiste



© Adobe Stock

depuis trois décennies offre un terrain particulièrement favorable aux marchands d'armes de toutes catégories, comme en témoignent les statistiques de SIPRI¹.

Que faire ?

L'Europe veut la paix : pour éviter de faire la guerre, elle doit se réarmer et a commencé à le faire, comme en témoigne la dernière réunion de l'OTAN, qui fait état d'un effort d'équipement sans précédent. Plus que jamais le « *Si vis pacem, para bellum* » des Anciens fait consensus. Mais que devient la diplomatie ?

Il n'y a pas si longtemps, l'UE avait fait preuve d'une grande efficacité en obtenant des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité la signature de l'accord de Vienne, dont le respect par les Etats-Unis aurait probablement évité les dégâts auxquels nous assistons aujourd'hui. Dans d'autres opérations, comme la libération des infirmières bulgares, les délégations de la Commission ont apporté un soutien important à la libération d'innocents. À l'époque, la diplomatie européenne avait su convaincre des dictatures infréquentables. Ne serait-elle pas encore en mesure de répéter ses succès dans des pays moins ciblés par les médias (en République démocratique du Congo par exemple), mais qui ne souffrent pas moins que ceux qui occupent, à tort ou à raison, le devant de la scène ? ■

Une nouvelle course aux armements est lancée : dès qu'un pays passe commande, ses voisins se précipitent pour s'équiper.

¹ Stockholm International Peace Research Institute

Russia's Achilles heel : treason by war economy

by Robert Cox
Member of the Editorial Committee



© Adobe Stock

War at the expense of all else

In this piece we will not indulge in the military issues of the prolonged war launched by Russia against Ukraine. Military secrecy blurs the issue. Enough to say that Ukraine holds its ground and even strikes deeper into Russia. Russia's tenure in the Crimea is strained. Russia, despite huge human and material losses, cuts deep into resource capacity. We shall try to assess the economic factors conditioning Russian warfare. This, despite the frequent unreliability of data and much western speculation. There is always a danger of regime collapse in Moscow - an additional worry for European security. And, one day, we shall confront the task of rebuilding Russia.

Fundamentals, costs etc.

Russia digs into the fourth year of its invasion of Ukraine far from success, far from solution, and far from clarity about its future as a country, as a state and as a people. Russian destruction of Ukraine's people and assets continues unabated. It has cost Russia an estimated 1.4 million casualties, Ukraine up to 600,000 - a third of them killed in both cases. All estimates contestable. In both cases the human resource cost is horrendous. People no longer there to help rebuild when the guns go silent. As for reporting on the economy, Rosstat, Russia's statistical service, and its central bank offer decreasing guidance. But immediately striking is the disparity between a rate of inflation, claimed to be some 6%, and interest rates, the central bank's now at 20%. Some hidden inflation lurks behind this.

Russia's foreign energy revenues before America and Israel invaded Iran were some 50 per cent lower than a year earlier, reducing cash flows

available to finance its war against Ukraine. The surge in global energy prices and flopped by summer. Russian oil production has steadily declined since 2022, due to under-investment. Russian sanctions busting, on commodity exports and strategic imports, continues unabated with help from such as China, India and Turkey (lately host to the NATO annual summit...). A proliferation of studies, often by Russian expatriates based in the West, highlights Russian industry bowed under high debt service cost, higher taxation, and human and material resource scarcity. All of which points to a steady shift away from a balanced economy to one dominated by war demands. An unhealthy shift beyond the short run.

Some readers may be surprised at our assumption that this is essentially a capitalist economy like any other. Mr Putin and his oligarch friends raped Soviet assets but do not yearn for a return to the command economy. Inevitably, however the Russian state's grip tightens on productive forces.

The invasion of Ukraine has cost Russia an estimated 1.4 million casualties, Ukraine up to 600,000 - a third of them killed in both cases. All estimates contestable.

Bankruptcies are disguised or companies artificially propped up.

According to a Russian government paper (seen by the *Financial Times*) Russian war spending this year may overshoot forecasts by some \$28 billion. Where will they get the money from? Russia's deficit is reportedly 2.6% of gross domestic product. Germany's is 3.1%. So what does one conclude from all that? Over the years Putin built up a state Wealth Fund, Norwegian style, to prepare financially for war. Putin has steadily drained this but figures are unreliable. So where will the cuts fall?

Space and people

Russia is the world's biggest land mass covering eleven time zones. Its 140 million population is some 8.5 per km². But some 80% of this lives west of the Urals. With the break-up of the USSR Russia lost much of its advanced and innovative space towards the west, including the satellites, all now part of the European Union. A hemorrhage of 110 million people. Add to this 40 million Ukrainians. These figures illustrate the enormity of Russia's loss of people, assets and power. Russia suffers additional human loss through its low fertility rate of 1.4. Not that the EU shines with an average of 1.38. Some

are sceptical about Russian reporting. Let us take it at face value. Empress Catherine is said to have been troubled by ruling such a vast empire with so few people.

About 30 per cent of Russia's ageing population are pensioners, with about one in five of them still working. This is a tight labour market for a country in a war economy in competition with other industry, and services, and army mobilisation for increasingly scarce younger human resources. Putin has done everything he can to avoid mobilisation of youth from Moscow and St Petersburg.

Return to modernity

So, in many ways, Russia is a weak country. Two elements stick out. First, in the longer term concentration on a war economy does not foster modernisation, but starves advanced sectors of resources, human, financial and innovative. It is the risk of imperial ossification. Russia's economy is heavily geared towards raw materials, notably energy exports, as well as arms production, sectors with outsized strategic relevance in wartime but not a sound preparation for a future peace economy in a changing world. One imagines a scenario

in which an increasingly sanctioned and isolated Russia becomes, in effect, a raw materials slave, a phenomenon known elsewhere. In brief - Russia risks becoming ever less relevant in a new world order, with ever reducing scope to rejoin a working international community - without all its current faults and weakened institutions.

At some conceivable moment in time a combination of battlefield failure, economic weakness, public frustration and - who knows - regime change - could yield a Russia ready for peace and reconstruction. Europe alone can produce that help - and, for its own long-term security, has every reason to do so. Without the mistakes of its aid in the early 1990s after the Soviet Union, without the asset-grabbing of American capitalist nor Russia's own breed of kleptocrats. The European Union has yet to display the mental shift that shows it is aware of this challenge to come. ■

Russian war spending this year may overshoot forecasts by some \$28 billion. Where will they get the money from?

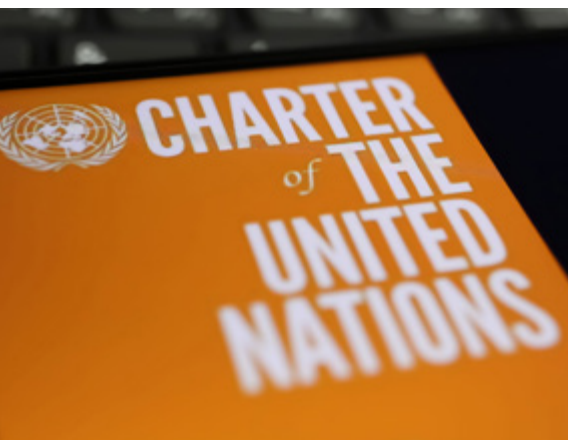


© Adobe Stock

Iran, le piège

par Daniel Guggenbühl

Membre du Comité de rédaction



© Adobe Stock

L'Iran sous le feu

Le 28 février 2026, les États-Unis, conjointement avec Israël, ont déclenché une offensive massive et destructrice contre la République islamique d'Iran. L'opération, d'une ampleur inédite, a débuté par l'élimination ciblée de quelques-uns des principaux dirigeants du pays attaqué, à commencer par celle du « Guide suprême », détenteur de tous les pouvoirs en Iran. Quels étaient les objectifs de cette intervention ? Ils n'ont pas été clairement définis, mais le président américain a dit que l'Iran était une « menace immédiate » pour les États-Unis et qu'il parrainait le terrorisme international. Pour Israël, la motivation était plus claire : le régime iranien appelle en effet à la destruction de l'État d'Israël et constitue donc pour celui-ci une menace existentielle, cela d'autant plus qu'il se prépare à la détention de la bombe nucléaire. On peut donc dire que les objectifs israélien et américain se rejoignaient dans une large mesure et aller jusqu'à affirmer qu'Israël a entraîné les Américains dans cette guerre et que l'objectif non-dit était le renversement du régime islamique.

La Charte des Nations unies bafouée

Observons d'emblée que l'attitude du président américain dans cette affaire était en contradiction avec l'image d'un « faiseur de paix » qu'il s'est donnée au cours de la campagne électorale ayant précédé son second mandat. Selon lui, il avait réglé plusieurs conflits à travers le monde et estimait, d'après les observateurs, qu'il méritait le Prix Nobel de la Paix. On peut ajouter qu'il s'agit d'un dirigeant affectionnant les attitudes punitives, comme l'ont montré par ailleurs les nombreuses augmentations des droits de douane à l'importation infligées souvent arbitrairement à ses partenaires commerciaux, y compris l'Union européenne. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies Antonio Guterres n'a pas manqué de rappeler que l'intervention américaine en Iran était contraire à la Charte des Nations unies (Maintien de la paix et pas d'usage de la force des armes). Adversaire du multilatéralisme, le président américain se plaît à mettre en doute l'utilité des Nations unies comme celle d'un grand nombre de ses organismes.

L'opinion américaine divisée

L'opinion publique américaine est divisée au sujet de cette guerre. On estime que moins de 30% des citoyens y sont favorables. Ils observent avec anxiété les conséquences de la guerre sur leur niveau de vie, dues dans une large mesure au blocage du détroit d'Ormuz. La Chambre des représentants elle-même a adopté le 3 juin 2026 une résolution ordonnant la fin de la guerre en Iran et le

Le régime islamique n'a pas perdu ses moyens de riposte balistiques sur les pays voisins réputés proches des États-Unis.

La seule
supériorité
militaire et
technologique
de l'attaquant
n'est pas
suffisante pour
renverser un
régime.

retrait des troupes américaines. Cette résolution, adoptée avec 4 voix républicaines, n'engage pas le président, qui a déclaré qu'il s'agissait d'une initiative « antipatriotique ». De la même manière, il a déploré l'absence de soutien de l'Europe, à quoi France, Allemagne et Royaume-Uni ont répondu qu'ils étaient favorables, si nécessaire, à des « mesures défensives proportionnées ». Inutile de dire que les pays du « Sud global », hostiles à l'hégémonie américaine, réproouvent eux aussi l'intervention en Iran.

Le régime iranien ne vacille pas

Au total, à l'heure où nous écrivons ces lignes, non seulement le régime islamique n'a pas été renversé, mais il n'a pas perdu ses moyens de riposte balistiques sur les pays voisins réputés proches des États-Unis. Il continue par ailleurs à réprimer brutalement toute contestation à l'intérieur de ses frontières. Il détient toujours son uranium enrichi destiné à la fabrication de la bombe atomique et on se met à regretter l'accord conclu sur le nucléaire iranien en 2015 entre États-Unis, Iran, France, Allemagne, Royaume-Uni, Union européenne, Chine et

Russie, un accord approuvé par le Conseil de sécurité des Nations unies. Les États-Unis se sont retirés de l'accord en 2018 à un moment où il était déjà caduc.

Les leçons de l'Histoire

En prenant un peu de recul, on est obligé de constater que, comme nous l'enseigne l'Histoire, la seule supériorité militaire et technologique de l'attaquant n'est pas suffisante pour renverser un régime. Ainsi en est-il, par exemple, de l'intervention franco-britannique en Égypte en 1956 pour reprendre le contrôle du canal de Suez après sa nationalisation par le président égyptien Gamal Abdel Nasser. Supériorité tactique et militaire des puissances attaquantes mais fiasco diplomatique dû à l'opposition à la fois des États-Unis et de l'Union soviétique, soucieux tous les deux de préserver un équilibre entre les puissances durant la Guerre froide. Nasser resta donc au pouvoir et l'Europe perdit son emprise historique sur le Moyen-Orient. Quant aux États-Unis, ils connaîtront à leur tour un fiasco au Vietnam dans une intervention déclenchée en 1955 qui, malgré une supériorité militaire évidente, s'achèvera en 1975 à la fois en raison de l'hostilité de l'opinion américaine et du peuple vietnamien lui-même, pour lequel il s'agissait d'une guerre de libération.

D'autres exemples pourraient être cités. Il n'en reste pas moins qu'un Iran régi par une dictature de caractère théocratique considérant toute négociation comme un risque pour sa survie, constitue une menace pour les démocraties occidentales d'autant plus qu'il s'est fait des alliés pour qui tout ce qui freine l'hégémonie américaine est bon à prendre. ■



© Adobe Stock

Tous ensemble, élisons le président de l'Union européenne au suffrage universel !

par Renaud Denuit
Membre du Comité de rédaction



© Adobe Stock

Pour commencer, trois constats

(1) La fonction de président (bien sûr, sans préjuger du genre) de l'Union n'existe pas ; elle devrait être créée par un traité. Le droit primaire n'est pas figé à jamais dans les traités de Lisbonne.

(2) Actuellement, aux yeux du grand public, l'Union est représentée par le président du Conseil européen et la présidente de la Commission. Factuellement, l'un des deux acteurs se trouve dans la lumière aux dépens de l'autre. Ne fut-ce qu'au plan de la communication, la dyarchie s'avère conflictuelle, parfois notoirement : ce fut prouvé. La fusion des deux fonctions est une hypothèse récurrente. Dans un message sur l'état de l'Union, Jean-Claude Juncker l'avait publiquement souhaitée, sans dire comment faire.

(3) La démocratie de l'UE est perfectible, alors que, le contexte géopolitique aidant, l'Union est de plus en plus connue et discutée, désormais chaque jour sur les réseaux sociaux. Quand des citoyens s'expriment sur le fonctionnement et les pouvoirs de l'UE, le souhait de démocratie directe advient tôt ou tard. On peut lire, par exemple, que les dirigeants de l'UE, et singulièrement de la Commission, manquent de légitimité. Brutalement, cela donne « Madame von der Leyen, je ne l'ai pas élue ! ». En fait, malgré l'accroissement continu des pouvoirs du Parlement européen au fil des traités, l'équilibre institutionnel

global n'est pas perçu comme assez légitime. L'élection quinquennale des députés européens n'est pas suffisante et appelle un complément.

En mettant ces trois constats ensemble, nous aboutissons à un effet d'évidence sur la nécessité d'instaurer la présidence de l'Union européenne, fondée sur le suffrage universel direct, simultanément dans toute l'Union, le jour des élections européennes, cette instauration entraînant la suppression de la dyarchie pernicieuse et la simplification du système institutionnel.

Pourquoi d'autres pistes ne sont pas bonnes

(1) Un poste de président de l'Union qui coifferait l'ensemble institutionnel sans rien changer d'autre, mais qui serait élu conjointement par le Parlement et le Conseil européen. L'on crierait à la pléthore de postes sans consultation des citoyens.

(2) Le même poste, avec un titulaire élu au suffrage universel : si ses pouvoirs ne sont que symboliques, à quoi bon impliquer les citoyens ? Ce serait une énorme supercherie.

(3) L'élection du président de la seule Commission européenne au suffrage universel. Cette option a la faveur des milieux fédéralistes. Conflit assuré avec les tenants de l'intergouvernementalisme, ainsi qu'avec le Conseil européen et son président, jouissant alors d'une légitimité bien moindre.

(4) L'élection du président du seul Conseil européen au suffrage universel, et non plus par ses pairs. Les « intergouvernementaux » seraient divisés, la Commission rabaisée, les eurodéputés, vent debout. Ces deux dernières options déstabiliseraient le système institutionnel.

(5) Le statu quo, au motif qu'il y a des choses plus urgentes que d'inventer un nouveau traité. Ce n'est pas un service rendu, ni aux citoyens ni à l'Union européenne.

Quand des citoyens s'expriment sur le fonctionnement et les pouvoirs de l'UE, le souhait de démocratie directe advient tôt ou tard.

Avantages de la proposition

La solution est donc un président de l'Union, choisi par les Européens, qui exerce à la fois la présidence de la Commission et celle du Conseil européen, sans rien modifier d'autre que les articles indispensables (10, 15 et 17 TUE) en gardant donc le même équilibre institutionnel et réconciliant l'Europe des États et celle des peuples, les « intergouvernementaux » et les fédéralistes. Alors que le président de la Commission assiste déjà d'office à toutes les réunions du Conseil européen, il présiderait celles-ci, avec le même souci de l'intérêt général que celui imposé par la présidence de la Commission, tout en ayant les moyens administratifs d'éclairer les débats du Conseil européen et de donner suite efficacement à ses options communes. Il le ferait bénéficier davantage de la vision prospective, une marque de la Commission. Ayant dû mener une vaste campagne électorale dans tous les États membres, il serait imprégné des souhaits entendus au contact des citoyens, faisant taire la réputation de technocrate qui colle à la peau de la Commission tout

Des fédéralistes sincères rêvent que le Conseil européen pourrait disparaître lors du grand soir de l'Europe fédérale. Les mêmes jugeront que la proposition ici décrite abaisserait la Commission et saperait l'étanchéité entre institutions. Ils n'ont pourtant pas pleuré quand il fut décidé que les réunions du Conseil « Affaires étrangères » seraient présidées par un vice-président de la Commission. Pourtant, il s'agit ici, mutatis mutandis, de faire de même au niveau supérieur. Le Parlement européen pourrait regretter de perdre son poids dans la désignation du président de la Commission. Mais est-il, oui ou non, l'ami du suffrage universel ? De toute façon, il gardera la main sur l'adoubement, voire le renversement, des autres membres du Collège. Son pouvoir législatif et de contrôle restera intact. Quant au Conseil européen, plus légitime par sa tête, il gagnera en notoriété et fiabilité, libéré des manœuvres de nomination.

Les autres puissances saurient quel numéro de téléphone former.

Le président de l'UE serait élu selon le principe d'égalité des suffrages, en même temps que les eurodéputés. Si le candidat n'obtenait pas la majorité, un second tour aurait lieu 8 jours plus tard. Grâce à la personnalisation et à l'ampleur de l'enjeu, les citoyens seraient plus motivés pour aller aux urnes. La participation accrue renforcerait la légitimité du Parlement. Gagnant-gagnant. L'on objectera que les citoyens européens ne sont pas demandeurs. Mais n'y ont-ils jamais pensé ? Si on leur offre ce droit nouveau, révolutionnaire, je suis sûr qu'ils répondront avec enthousiasme.

L'ère des lourds traités « fourre-tout » est révolue. Faisons un petit traité ciblé. Un « Acte unique » pour la démocratie ! ■



© Adobe Stock

en relativisant les marottes nationales qui connotent les débats du Conseil européen. Enfin et surtout, une présidence unique donnerait une image de force et de crédibilité aux yeux du monde. Les autres puissances saurient quel numéro de téléphone former. C'en serait fini des chamailleries autour de la représentation de l'UE dans les instances internationales et les États tiers.

L'indépendance des membres de la Commission



©EU 2024 - Photographe : Dati Bendo

par Jean-Guy Giraud

Ancien conseiller du président du PE, secrétaire général de la Cour de Justice puis du Médiateur de l'UE, directeur du Bureau du PE en France, ancien président de l'UFE-France. Créateur du blog « Les Amis du Traité de Lisbonne ».

La « **nationalisation** » du collège de la Commission (dans le jargon bruxellois, la « **COREPERisation** ») a toujours été un risque et un danger - menaçant le bon fonctionnement et, surtout, l'indépendance de cette Institution centrale de l'Union européenne.

On veut parler ici du risque, pour chacun de ses membres, de se laisser influencer par les positions du Gouvernement de l'État dont il est ressortissant et d'être tenté de défendre celles-ci plutôt que l'intérêt *général* dont le collège a conjointement la charge. Une récente remarque incidente de la vice-présidente (et Haute Représentante) Kaja Kallas illustre ce point. Répondant à la question d'un journaliste au sujet de désaccords internes au sein de la Commission - reflétant la situation au sein du Conseil - elle a en effet déclaré : « The Commission - or the College - is also a collegial body, where we have representatives from all the Member States. In the Commission, the Member States' views are equally reflected, like we see them in the Council. »¹

« Les membres de la Commission ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement, institution, organe ou organisme » (article 17§3 TUE).

Des commissaires « représentant » chacun des États membres ? S'agit-il d'une erreur de langage fortuite ou de l'« aveu » d'une situation bien réelle ? Les initiés, familiers du fonctionnement interne de la Commission, pencheraient plutôt pour la deuxième hypothèse. Il semble en effet que, notamment depuis l'accroissement du nombre des membres du collège, l'influence des gouvernements sur « leurs » commissaires respectifs se

soit accrue au risque de nuire à leur « indépendance » telle que stipulée par les traités. On rappellera à cet égard que l'article 17§3 TUE stipule justement que « les membres de la Commission ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement, institution, organe ou organisme » et qu'ils en font le serment solennel devant la Cour de justice.

Cette situation est donc préoccupante dans la mesure où elle est susceptible d'affecter l'indépendance de l'Institution elle-même chargée de garantir l'intérêt *général* de l'Union - et où elle peut nuire à l'unité et au bon fonctionnement du collège. On sait que la Commission dans son ensemble est politiquement responsable devant le Parlement européen - qui peut la censurer - mais que celle de chacun des membres ne peut être mise en cause séparément. Seul le Président du collège peut exiger d'un commissaire qu'il lui présente sa démission - par exemple si son indépendance personnelle était en cause (article 17§6c TUE). De sorte que l'indépendance effective de tous - et chacun - des commissaires est de sa responsabilité - ce qui implique, à l'évidence, que sa propre indépendance demeure au dessus de tout soupçon. Au delà d'ailleurs de cette charge de « surveillance », son rôle est d'insuffler un sentiment et un esprit de collégialité et d'unité au sein de l'Institution.

Pour éviter le danger de « nationalisation » du collège, il a été proposé d'abandonner la pratique d'« un commissaire par État membre » à l'occasion des révisions des traités consécutives aux élargissements de l'Union. De fait le traité de Lisbonne (article 17§5 TUE) a prévu de limiter le nombre des commissaires aux deux tiers du nombre des États membres (soit 18 pour l'UE27). Mais cette réduction - qui requiert l'unanimité du Conseil européen - n'a jamais été effectuée. Peut-être sera-t-elle remise sur la table dans la perspective des nouvelles adhésions ? ■

¹ www.eeas.europa.eu/ - Foreign Affairs Council - Remarks by HR Kaja Kallas at the press conference - 13/07/2026

La Méditerranée en péril

80% de sa pollution provient des activités humaines

par Nathalie Robles

Entrée à la Commission en 2006. De 2009 à 2025 : Assistante webmaster & Communication - European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency (CINEA).

Pour beaucoup d'entre nous, les vacances d'été riment avec détente au bord de la mer. Pourtant, derrière l'image idyllique des plages méditerranéennes se cache une réalité préoccupante. Chaque année, la pollution et les effets du changement climatique fragilisent davantage les écosystèmes marins, mettant en péril une biodiversité exceptionnelle.



© Alain Rouiller sur Unsplash

Bien que la mer Méditerranée ne représente que **0,8 % de la surface des océans**, elle est aujourd'hui considérée comme l'une des mers les plus touchées par la pollution plastique au monde. Bordée par l'Europe, l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale, elle concentre une forte activité humaine, maritime et touristique, qui exerce une pression considérable sur son environnement. Les microplastiques constituent l'une des principales menaces. Sous l'action des rayons ultraviolets, des vagues et de l'érosion, les déchets plastiques se fragmentent en particules microscopiques, voire nanoscopiques. Ces microplastiques sont ensuite ingérés par de nombreuses espèces marines, des organismes planctoniques aux poissons, entraînant une contamination progressive de l'ensemble de la chaîne alimentaire. Au-delà des déchets plastiques, les rejets d'eaux usées et les pollutions d'origine humaine dégradent également la qualité des eaux de baignade. Chaque année, plusieurs plages doivent être temporairement fermées en raison de contaminations bactériologiques, notamment par *Escherichia coli*, représentant un risque pour la santé publique.

La région de Valencia en Espagne illustre particulièrement bien cette problématique. La pollution plastique y atteint des niveaux

préoccupants, alimentée par une forte densité de population, une fréquentation touristique importante et des épisodes météorologiques extrêmes qui favorisent le transport des déchets vers le littoral. La réserve naturelle de l'Albufera de Valence, l'un des espaces humides les plus remarquables de la péninsule Ibérique, subit de plein fouet ces dégradations. Les inondations provoquées par les gros orages fin octobre 2024 ont considérablement aggravé la situation. Des milliers de tonnes de déchets ont été charriées jusqu'à la lagune et sur les plages environnantes, provoquant un véritable désastre écologique dont les conséquences se feront sentir pendant de nombreuses années.

Le taux de renouvellement des eaux de la Méditerranée est de 90 ans.

À cette pollution visible s'ajoute une menace plus discrète mais tout aussi préoccupante : les granulés plastiques industriels, communément appelés « **pellets** » ou « **larmes de sirène** ». Ces microbilles de plastique vierge, transportées par voie maritime pour être utilisées dans l'industrie, sont régulièrement perdues lors du transport. Une fois dispersées dans le milieu naturel, elles se mêlent au sable et aux eaux côtières. Les poissons, les oiseaux marins et d'autres espèces les confondent avec leurs proies naturelles, entraînant une contamination de toute la chaîne alimentaire. Face à cette situation, de nombreuses associations organisent régulièrement des opérations de nettoyage des plages et des espaces naturels afin de préserver ce patrimoine marin exceptionnel. Parallèlement, plusieurs programmes financés ou cofinancés par l'Union européenne contribuent à la restauration et à la protection des écosystèmes marins. Parmi eux figure le programme LIFE IP INTERMARES, qui vise à renforcer la conservation des espaces marins protégés et à préserver durablement la biodiversité de la Méditerranée.

Nous sommes tous responsables des problèmes de pollution dans nos mers. Soyons attentifs car chaque petit geste compte pour améliorer la situation. ■

Faire confiance à la science ?

par **Nathalie Vercruysse**

Ingénieure de formation, a travaillé à la Commission dans les domaines de la recherche et de la prospective. Membre de EU Staff 4 Climate, groupe proactif acteur de la transition écologique au sein des institutions européennes.



© Adobe Stock

Beaucoup de phénomènes (changement climatique, déclin de la biodiversité, pollutions diverses...) sont trop complexes pour les percevoir uniquement à travers sa propre expérience. On doit alors se tourner vers des experts qui souvent, y consacrent leur vie.

Mais ils n'ont pas de solutions miracles qui nous rassureraient, alors la tentation est grande de se tourner vers des contre-récits simplistes. La « fabrique du doute », utilisée par exemple par l'industrie du tabac pendant des décennies, s'appuie fortement sur le déni ou le contournement de l'évidence scientifique.

Pas facile de changer ses habitudes

Quand il existe un substitut technique rapidement disponible, le changement de pratique industrielle est relativement aisé. Ainsi, le succès de l'interdiction des chlorofluorocarbures ¹ (CFC) afin de protéger la couche d'ozone, a été rendu possible par

¹ En 1928, General Motors, Du Pont et Frigidaire commencent à utiliser le premier fluorocarbure. En 1973, quelques chercheurs soulevèrent l'idée que le chlore pourrait être néfaste sur la couche d'ozone. Mais en l'absence de certitude scientifique, la production mondiale de CFC continua d'augmenter jusqu'en 1975. La certitude scientifique arrive enfin, alors qu'on découvre un trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique en mai 1985. Le Protocole de Montréal est alors rapidement adopté en 1987.

l'existence de substituts techniques rapidement disponibles. Néanmoins, il a fallu le charisme de *Ritt Bjerregaard*, Commissaire européenne à l'Environnement et celui de *Karl-Heinz Florenz*, député européen (membre du Parlement européen de 1994 à 2014) pour renforcer, entre autres, les mesures contre les CFC et autres substances appauvrissant la couche d'ozone. Leur engagement a été déterminant dans la négociation des amendements au Protocole et dans la promotion d'une approche ambitieuse au niveau international.

La science parle un langage qui n'est pas celui du débat public.

Les principaux enjeux environnementaux (changement climatique, érosion de la biodiversité, perturbation des grands cycles biogéochimiques etc.) présentent deux caractéristiques majeures. Premièrement, ils résultent de l'accumulation, dans le temps et l'espace, de millions de décisions ou de processus tant individuels que collectifs. Deuxièmement, leurs effets apparaissent souvent à des milliers de kilomètres, et souvent plusieurs décennies après leurs causes. Plus les problèmes sont globaux et diffus, moins ils sont directement perceptibles. La plupart d'entre nous ne voit ni l'augmentation de la concentration atmosphérique en CO₂, ni l'érosion de la diversité génétique des espèces, ni l'acidification progressive des océans.

Des insectes en moins ... Pas grave ?

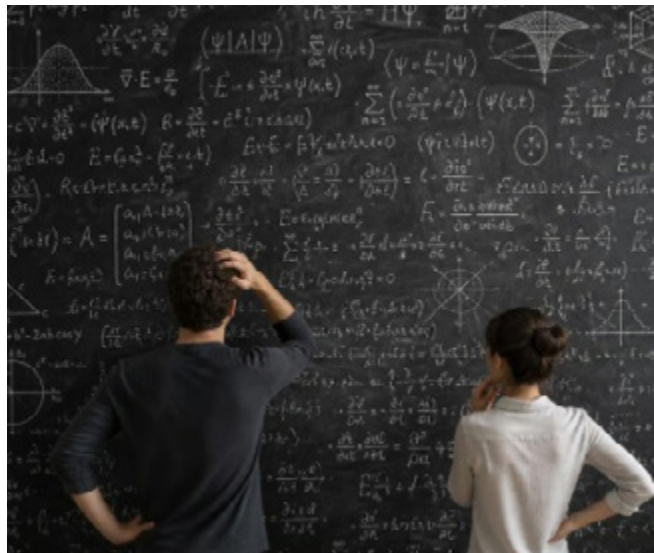
La disparition des insectes pollinisateurs passe largement inaperçue pour les non-spécialistes, *a fortiori* pour une population massivement urbanisée. Ce n'est qu'à travers des suivis scientifiques

réalisés sur plusieurs décennies que ces tendances deviennent visibles. Les alertes environnementales contemporaines reposent ainsi de moins en moins sur l'observation d'événements et de plus en plus sur l'interprétation de séries de données accumulées au cours de plusieurs décennies. Une grande partie de l'humanité a connu au cours des dernières décennies une amélioration de ses conditions de vie, principalement via l'utilisation des énergies fossiles : allongement de l'espérance de vie, recul de certaines formes de pauvreté, accès accru à l'éducation, à l'énergie ou aux soins. Les alertes scientifiques décrivent des dégradations peu ou pas perceptibles par la population. À l'inverse, les bénéfices des activités qui provoquent ces dégradations demeurent largement visibles au quotidien.

La science parle un langage qui n'est pas celui du débat public. Elle raisonne en probabilités, en scénarios, en marge d'erreur et en niveaux de confiance. Elle expose ses controverses et ses incertitudes. Cette prudence constitue une force,

Les alertes scientifiques décrivent des dégradations peu ou pas perceptibles par la population.

du point de vue de la connaissance. Mais elle peut devenir une faiblesse dans l'espace médiatique ou politique, où les messages simples et catégoriques circulent souvent plus facilement. Nos lointains ancêtres ont survécu parce que nos cerveaux donnent la priorité aux dangers immédiats. Qui voudrait philosopher sur l'origine du désastre devant un feu de savane ? Mais, en majorité, le feu semble lointain pour la vaste majorité de nos populations. On continue donc à privilégier les bénéfices immédiats, les situations familières et les informations compatibles avec nos intérêts. Sauf peut-être quand nous comprenons que notre descendance sera gravement impactée par notre incurie.



© AIACE - Image générée par l'auteur via LEONARDO.AI

Accepter l'incertitude et l'effort

Les risques futurs sont maintenant tellement évidents que nous commençons à envisager des transformations profondes, et à accepter des messages complexes et même anxiogènes. Quel défi titanesque de réduire la dépendance aux combustibles fossiles ! Cela suppose de transformer simultanément les systèmes énergétiques, les transports, une partie de l'industrie, l'agriculture ou encore l'aménagement des territoires. Depuis le mythe de Cassandre², jusqu'aux débats contemporains sur le climat ou la biodiversité, le problème n'est donc pas seulement de produire des connaissances, mais de faire accepter des informations dérangeantes.

Les vérités qui dérangent, que ce soit dans notre quotidien ou notre psyché, ont souvent une utilité cachée. Examiner nos certitudes, utiliser notre créativité face aux aléas, n'est-ce pas une belle opportunité de croissance vers plus de robustesse ? Puissent citoyens, industriels et gouvernants ouvrir les yeux sur la périlleuse bascule en cours. Cassandre, éclairée cette fois par la science, retrouvera-t-elle la force de convaincre ? ■

² Apollon, éconduit par Cassandre, la condamna à annoncer des catastrophes sans jamais être crue, puisqu'il lui avait retiré le don de la persuasion tout en lui laissant le don de divination.

Solidarité ou Équité intergénérationnelle ?

par **Gabrielle Clotuche**
Membre du Comité de rédaction



© Adobe Stock

Le titre de la Communication de la Commission «*Stratégies sur l'équité intergénérationnelle*» publiée le 5 mars dernier est interpellant car l'article 3 du Traité sur l'Union européenne promeut la solidarité entre les générations, toujours rappelée dans les politiques sociales communautaires et nationales. Le socle européen des droits sociaux adopté en 2017 reprend aussi cette solidarité entre générations dans son préambule. Qu'est-ce qui change ou va changer en prônant l'équité ?

La solidarité entre les générations est au cœur de la redistribution au travers du système social. La structure démographique de la population, les prévisions d'espérance de vie ont toujours été prises en considération dans la définition des politiques sociales. La préoccupation aujourd'hui vient-elle d'une situation nouvelle ?

Sans doute la modification confirmée de la structure de la population peut-elle expliquer cela. Alors que celle-ci présentait la forme d'une pyramide avec une large base, nous avons depuis plusieurs années une inversion à la base, les tranches d'âge inférieures sont de plus en plus rétrécies, au sommet en revanche des tranches d'âge de plus en plus larges et nombreuses. Pas encore une pyramide inversée mais le non-renouvellement de la population interpelle. Conséquence directe : des populations en âge de travailler qui diminuent chaque année et risquent de faire défaut, avec des pénuries de travailleurs déjà présentes dans certains secteurs et des besoins fondamentaux plus lourds liés à des espérances de vie plus longues devant être assurés plus longtemps ! Bref les politiques sociales nationales sont sous tension si pas encore en danger. Mais aussi une solidarité pour les plus âgés qui devient plus importante pour les générations plus jeunes.

La démographie : une préoccupation annoncée par divers instruments

C'est en effet à l'occasion de la Consultation sur l'évolution démographique menée en 2023 que la Commission a mis en évidence l'importance de l'équité entre les générations en insistant pour qu'elle soit au cœur des choix politiques. Le Rapport de prospective stratégique de 2025, qui vise un renforcement de la résilience de l'UE face aux crises ou turbulences qu'elle a à affronter, développe huit domaines prioritaires dont le huitième, « *anticiper la transformation démographique et renforcer l'équité intergénérationnelle* », rejoint cette préoccupation en lien avec la démographie. *La Stratégie sur l'équité intergénérationnelle* de 2026 suit donc logiquement ce Rapport.

Une solidarité pour les plus âgés qui devient plus importante pour les générations plus jeunes.

Parler d'équité ne supprime en rien la solidarité, c'est une autre approche de cette solidarité. Une différence d'approche qui permet d'élargir notre compréhension de la politique sociale en y incluant des



© Adobe Stock

domaines parfois ignorés. L'*Équité* en effet se réfère à la justice, justice sociale au sens donné par Rawls¹, tandis que la *Solidarité* se réfère à la politique en ce qu'elle doit diriger l'action menée au sein d'une communauté.

La stratégie sur l'équité intergénérationnelle a de l'ambition

Très justement, le texte lie ces deux dimensions équité et solidarité en leur ajoutant une troisième dimension, le temps. Cette dernière est primordiale car il convient de veiller à ce que les choix (politiques) d'aujourd'hui contribuent aussi positivement aux possibilités qui seront offertes demain et à ce que les avantages et responsabilités soient partagés équitablement (justice) et dans la durée entre les groupes d'âge.

La stratégie se vit comme un contrat et présente trois dimensions :

- Élaboration équitable des politiques avec la réflexion à long terme du point de vue des jeunes,
- Possibilités équitables c'est-à-dire définir des objectifs communs réunissant les générations pour un avenir meilleur,

- Lieux équitables via une équité intergénérationnelle entre les territoires, c'est la cohésion.

La communication insiste sur l'intégration explicite de cette équité dans l'ensemble des politiques européennes et on ne peut que souscrire aux actions proposées en vue de cet objectif : - Renforcer la compétitivité sans épuisement des ressources, - Investir dans le capital humain et promouvoir un modèle social européen fort, - Faire progresser la double transition écologique et numérique dans les limites de la planète. L'écologie est associée à la démarche.

Demain est à nos portes

Comment ce "contrat" sera-t-il réalisé ? Car de la parole à l'action il y a de la marge.

Ainsi, quid de l'investissement dans le capital humain et la promotion d'un modèle social européen fort ? Les systèmes sociaux européens conçus pour la plupart il y a 80 ans voire plus, sont sous pression au regard de la situation budgétaire de nombreux États membres. Il faudra beaucoup de courage politique pour défendre les politiques sociales et un investissement sérieux dans le

Quid de la promotion d'un modèle social européen fort ?

capital humain face aux politiques de défense qui sont en croissance partout en Europe. L'investissement social a toujours été le résultat des luttes, même la situation de pauvreté des populations n'a jamais engendré ce que la situation de guerre aux portes de l'Europe engendre aujourd'hui dans le domaine militaire.

Signalons toutefois que dans la foulée, des propositions pour lutter contre la pauvreté viennent d'être adoptées par la Commission, une communication sur le renforcement de la garantie européenne de l'enfance et une proposition de recommandation du Conseil pour lutter contre l'exclusion du logement sont annoncées. Ici encore il faudra que les actions dans les États membres et les Régions suivent, car jusqu'ici dans les Capitales on entend beaucoup parler de restrictions budgétaires en ce qui concerne le social ...

L'espoir fait vivre dit-on ! ■

¹ John Rawls, (1921-2002) Professeur de philosophie à l'université Harvard. Auteur de *Théorie de la Justice*, de *Justice et Démocratie*.

Le bien-être pendant et après un cancer



© Adobe Stock

par **Axelle Paneras-Hoppe**

Ancienne collègue de la Commission (DG XIX, Cabinet Marin Gonzales, DG XXIII, détachée au CLP Bruxelles, DG XII, Eurostat, DG EMPL) et du Parlement (DG I-A et DG Finances).

Recevoir un diagnostic de cancer bouleverse une vie. Les traitements, les rendez-vous médicaux, la fatigue et les émotions occupent rapidement tout l'espace. Pourtant, au cœur de ce parcours difficile, une autre dimension mérite toute notre attention : le bien-être.

Prendre soin de soi est une composante essentielle des soins de support qui contribue à améliorer la qualité de vie tout au long de la maladie. En Belgique, de nombreux centres de bien-être, maisons de ressourcement ou espaces dédiés aux soins de support offrent un lieu où les patients atteints de cancer peuvent retrouver un peu de sérénité et reprendre confiance. Ils proposent un accompagnement personnalisé dans un environnement chaleureux et bienveillant. Car le cancer affecte également l'équilibre psychologique, les relations sociales, l'image de soi. Les traitements peuvent entraîner une fatigue importante, des douleurs, des modifications physiques ou de l'anxiété. Beaucoup de patients consacrent toute leur énergie à combattre la maladie mais apprendre à s'accorder des moments de répit est aussi une manière de lutter.

Prendre soin de son apparence et échanger avec d'autres patients qui connaissent les mêmes épreuves permettent de retrouver des ressources physiques et émotionnelles.

Parmi les soins de bien-être proposés dans ces centres figurent notamment des soins esthétiques comme des soins visage ciblés. Les produits utilisés sont adaptés tout spécialement pour les personnes à l'immunité très faible et dont la peau est fragilisée par les opérations, la chimiothérapie, la radiothérapie et les autres traitements lourds. Les patients en oncologie ne se reconnaissent souvent plus dans leur miroir, en raison de la chute des cheveux, des cils et des sourcils mais aussi en raison des traitements qui peuvent modifier l'aspect du visage et de la peau, sans parler de la silhouette. Les centres de bien-être ne font pas que permettre de prendre soin de son apparence mais permettent surtout de retrouver, un tant soit peu, son apparence pré-traitements et une plus grande confiance en soi lorsqu'on se retrouve, en dehors de l'hôpital, en famille ou entre amis. Ils sont un vrai havre de paix et de lâcher-prise dans une période de chaos, de douleur et de perte de repères.

Le bien-être corporel est également privilégié : énergétique chinoise, fasciathérapie, massages, acupression,

réflexologie plantaire, shiatsu, yoga, sophrologie. Des activités physiques peuvent y être associées comme la marche nordique, la danse ou le ju-jitsu. Dans le domaine de la nutrition, des ateliers culinaires sont organisés pour apprendre aux patients à adapter leur alimentation durant un traitement contre le cancer. Et pour mieux les accompagner dans la gestion de leurs émotions, différents ateliers créatifs sont proposés comme l'écriture, la musique, la couture ou le crochet.

Les soins de bien-être représentent un élément incontournable du parcours de soins. Ils peuvent renforcer la résilience face à la maladie et faire en sorte de se sentir à nouveau « belle » ou « beau ». Car bien évidemment ils s'adressent tant aux hommes qu'aux femmes touchés par la maladie. Mais surtout ils permettent de rester connectés à la vie. Face au cancer, pouvoir se poser, se détendre, se ressourcer et retrouver de l'énergie est essentiel. ■

La Fondation contre le Cancer reconnaît et soutient plusieurs « maisons de ressourcement » dans toute la Belgique. Il faut préciser que l'accès à ces centres est généralement limité dans le temps pour pouvoir accueillir un maximum de patients. Ceux-ci peuvent participer aux diverses activités pendant un an, voire deux, selon les pathologies et traitements. Les soins et ateliers sont proposés à des prix très accessibles pour que toutes et tous puissent en bénéficier. La liste de ces établissements est disponible sur le site de la Fondation www.cancer.be

Vieillir ...

Communiqué par Janette Sinclair

Source : « Stories from the past »



A 96 ans, Clint Eastwood parle de la vieillesse sans détour, sans rien édulcorer. Juste la réalité de ce que signifie vieillir. Lors d'une récente conférence, il a décrit comment le corps change au fil du temps. Les os perdent de leur souplesse, le mouvement ralentit. La lumière vive devient plus difficile à tolérer. Même respirer peut commencer à devenir un effort. « Votre corps ne coopère plus comme avant, et chaque étape nécessite une stratégie ». Mais le plus dur n'est pas seulement physique.

Eastwood a indiqué quelque chose de plus profond, quelque chose de moins visible mais de beaucoup plus lourd. Le changement émotionnel qui accompagne la vieillesse extrême. Au fil des années, le monde autour de vous commence à s'affaiblir. Les gens que vous connaissiez bien autrefois, amis, collègues, famille disparaissent progressivement. L'histoire commune qui a autrefois rempli votre vie devient plus difficile d'accès parce que moins de personnes s'en souviennent avec vous. Le téléphone sonne moins souvent. Les jours deviennent plus calmes. Pas forcément paisibles, juste tranquilles d'une façon différente. Et ce qui pèse souvent le plus n'est pas la douleur, mais

l'absence. La prise de conscience qu'il reste de moins en moins de personnes qui veulent simplement entendre votre voix.

Dans ce silence, la mémoire devient structure. Eastwood a suggéré que revisiter le passé n'est pas de la confusion ou du déclin, mais une façon de rester connecté à l'identité. Une façon de s'accrocher à la continuité quand le présent n'en offre plus. Voilà pourquoi les personnes âgées répètent souvent des histoires. Pas parce qu'elles sont perdues dans la mémoire, mais parce que ces souvenirs sont des ancres. Elles les revisitent, les ajustent légèrement et les partagent à nouveau non pas pour impressionner, mais pour rester connectées à qui elles étaient et à qui elles sont encore. « Vous vous retrouvez à répéter des histoires, à ajouter des détails », a-t-il déclaré. « Pas pour convaincre qui que ce soit, mais juste pour avoir l'impression d'être toujours connecté à quelque chose. Et vous essayez de transmettre les choses aux jeunes générations, même quand vous pouvez voir l'ennui dans leur yeux ».

La culture moderne laisse rarement la place à cette étape de la vie. Nous célébrons la longévité comme un exploit, mais nous négligeons souvent ce qu'elle contient réellement. Le ralentissement. L'isolement. La répétition tranquille des jours qui passent. Nous apprécions la vitesse, la nouveauté et la connexion constante. Mais nous luttons contre la réalité du temps vécu à un rythme opposé. Les paroles de Clint Eastwood, qu'elles soient entendues comme philosophie ou observation, appartiennent tout autant à un senior de 90 ans assis tranquillement à une table familiale qu'à un autre vivant seul dans une maison pleine de souvenirs. Ce ne sont pas seulement des personnes vieillissantes. Ce sont des archives vivantes de tout ce qui nous a précédés. Et quand quelqu'un prend le temps de les écouter, quelque chose change. La distance entre les générations diminue. Et les rides sur leurs visages cessent d'être juste des signes d'âge. Elles deviennent la preuve d'une vie qui a été pleinement vécue et qui mérite encore d'être entendue. ■

Roland Tavitian, 100 ans

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef



Roland nous accueille dans son joli appartement de Woluwe-Saint-Lambert où il vit avec son épouse. Notre fringant centenaire n'a rien perdu de sa

superbe et il vous regarde avec un œil vif et attentif, prêt à remonter le fil de sa mémoire et de ses souvenirs.

Cet économiste de formation (diplômé de HEC Paris et M.A. Harvard) a d'abord travaillé à la Banque mondiale à Washington avant d'intégrer la Commission en 1961. Il garde un souvenir très précis de son arrivée à la direction générale des Affaires économiques (DG II) où il est d'abord affecté aux Affaires monétaires. « À l'époque, il y avait principalement des juristes, très peu d'économistes, mais tous des passionnés de l'Europe ». À partir de 1965, il est chargé de la politique économique à moyen terme. L'arrivée en 1967 de Raymond Barre, vice-président et commissaire en charge de l'économie et des finances, sera déterminante pour lui. « Un grand homme » nous dit-il. Sous son autorité il travaillera à l'amorce de l'Union économique et monétaire.

En 1972, il intègre la direction générale des Affaires sociales (DG V). Il y met en place la direction « Emploi ». A ce poste, il est notamment impliqué dans les travaux relatifs au dialogue social. Les défis étaient de taille. Pour les syndicats, la question de l'emploi des femmes était une priorité. Les négociations aboutiront en 1976 à la directive européenne mettant en œuvre l'égalité de traitement entre hommes et femmes concernant l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail. Dans le domaine de la formation, Erasmus n'avait pas encore été créé mais on pointait déjà du doigt l'importance des échanges, non seulement entre étudiants mais également entre travailleurs européens.

Au cours de l'entretien, Roland se dit étonné et impressionné par le changement qu'a connu la Commission durant presque 70 ans, qui a constitué un renforcement juridique progressif et lui a permis d'acquérir des pouvoirs. Il est aussi fasciné par l'apport intellectuel qu'a acquis cette Institution au fil du temps, notamment suite aux élargissements. Lorsqu'on le questionne sur sa vision de l'Europe aujourd'hui face aux défis mondiaux, il fait référence à Jacques Delors, un « autre grand homme » qui avait lancé le concept de « Fédération d'États nations », synthèse entre l'autonomie des nations et l'aspiration à un fonctionnement plus intégré. Selon lui, l'opinion publique doit pouvoir s'exprimer beaucoup plus largement. Mais surtout, si l'on envisage une Europe de la défense, l'Europe a besoin d'une véritable « autorité », ce qui n'est pas le cas actuellement.

Roland se considère comme un homme « raisonnablement pessimiste », pour reprendre l'expression de Raymond Barre. Ce qui a été fait jusqu'ici est « fantastique » mais les défis sont immenses. Il pense que dans les confrontations on peut arriver à trouver des situations intermédiaires et faire des compromis. Il donne en exemple la question de la politique migratoire : le devoir d'accueil constitue une valeur fondamentale mais il faut mettre en place une politique de contrôle des flux migratoires. Comme pour toute question, l'enjeu est de trouver un équilibre entre les grands principes et la réalité.

Depuis sa retraite en 1983, Roland continue de porter un regard attentif sur le monde qui l'entoure. Il suit les informations, va régulièrement au cinéma mais surtout écoute les nombreux podcasts actuellement disponibles sur les sujets les plus variés. Il a conservé toutes les notes qu'il a prises durant sa carrière professionnelle et envisage - peut-être - d'en faire un livre.

Bon anniversaire Roland ! ■

L'AIACE Belgique souhaite également un heureux 100^{ème} anniversaire à **Hélène Franckx**. Comme le veut la tradition, nos deux centenaires ont reçu un bouquet de fleurs offert par la Section à cette occasion.

Visiter une exposition avec des enfants



© Adobe Stock

Voir une exposition avec vos petits-enfants peut être une activité très originale, agréable et enrichissante. Voici cinq conseils pour profiter pleinement de cette expérience et nourrir joyeusement l'imaginaire des plus petits.

Laissez-vous guider par les enfants

Les espaces d'exposition sont des lieux fascinants où l'imaginaire est particulièrement sollicité. Explorez à votre rythme et laissez les enfants vous guider vers les œuvres qui les attirent. Prenez le temps de vous arrêter devant celles qui éveillent en eux une émotion ou un intérêt particulier, même si elles ne correspondent pas à vos préférences personnelles. Ne vous inquiétez pas si vous manquez certaines œuvres, il y aura toujours moyen d'y revenir par la suite.

Interagissez avec les œuvres

Transformez la visite en une aventure interactive. Tout est possible ! Par exemple : proposez aux enfants de partir en quête de choses qu'ils reconnaissent dans les œuvres, des objets du quotidien ou des éléments de la nature. Une fois identifiés, encouragez-les à les dessiner ou à les noter dans un carnet de croquis. Cette activité stimule non seulement l'observation, mais la créativité. Demandez à l'enfant : « Lorsque tu regardes cette œuvre, que ressens-tu ? Y a-t-il une ambiance particulière, une émotion, certaines odeurs ? Cette œuvre te fait-elle penser à quelque chose ? »

par Brigitte Raus

Pensionnée de la Commission depuis 2019.
Infirmière de formation, a travaillé durant 27 ans
au service médical de Bruxelles et de Luxembourg.
(Source : Bozar)

Changez de perspective

Les expositions sont souvent conçues pour que les œuvres d'art soient vues à hauteur d'adulte. Pour offrir une nouvelle approche, invitez les enfants à observer les œuvres sous différents angles. Vous pouvez également vous abaisser à leur niveau ou vous éloigner pour voir l'ensemble. Discutez ensemble des changements de perception liés à ces points de vue différents.

Inventez des histoires

Choisissez une œuvre et inventez ensemble une histoire autour d'elle. Imaginez comment cette œuvre se retrouverait dans différents contextes de votre vie quotidienne ou dans des situations fantastiques. Cette activité encourage la créativité et permet de donner libre cours à l'imagination en lien avec l'art. Une version plus simple de cette idée serait de s'amuser à deviner (et donc inventer) le titre de certaines œuvres.

Jouez les reporters en herbe !

Pour finir la visite, transformez les enfants en journalistes en herbe. Demandez-leur de réaliser un « reportage » sur l'exposition. En s'enregistrant à l'aide d'un téléphone par exemple, ils peuvent décrire où ils se trouvent, ce qu'ils ont vu, interviewer un visiteur fictif, et partager leurs impressions. C'est un excellent moyen de récapituler la visite de manière ludique et interactive.

Alors amusez-vous et laissez-vous emporter par la magie de l'art et de l'enfance confondus ! ■

Guy Verhofstadt : *Defeating Trumpism - Make Democracy Great Again*

Guy Verhofstadt's riveting speech, as President of the European Movement International, at the recent AIACE International Congress (Assises), on the geopolitical challenges facing Europe, might well enthuse Apropos readers to delve into his new book *Defeating Trumpism*, personally signed by Verhofstadt at the Congress. His comprehensive vision and thought-provoking, citizen-led, strategy for defeating national-populism in Europe is indeed an exciting and challenging appeal to make democracy great again.

He starts with a brief account of his personal political journey from young neo-liberal and libertarian, initially enthralled by Margaret Thatcher and Friedrich Hayek, to becoming Belgian Prime Minister from 1999 to 2008 and then longstanding President of the Liberal Group at the European Parliament and convert to the cause of European federalism. Verhofstadt in turn explains his decision to no longer stand as a parliamentary candidate, lamenting the European Council's failure and the European Parliament's inability to enact the proposals of the *Conference on the Future of Europe* (which he chaired) "to steer Europe into the new reality of the 21st century." Instead he "cherishes the hope" of making a better contribution to political change "by writing this book."

At the heart of Verhofstadt's proposed formula for defeating nationalist-populism is his concept of "*Citizenism*". Reflecting deeply on the perceived failures of contemporary liberal democracy, of both socialism and liberalism as ideologies of the past eclipsed by the fall of the Berlin Wall in 1989 and by the Financial Crisis

by Alan Hick

Former Director at the European Economic and Social Committee, Vice-President of AIACE-Belgium, AIACE International delegate to the European Movement International.

of 2008, "*Citizenism*", he contends, is the only viable way to defeat resulting populism. By this, he means putting the interest and power of ordinary people at the centre of the economy and at the heart of political decision-making. In economic terms, "*Citizenism*" he argues, entails new forms of "*people's capitalism*" including mass employee participation and part-ownership of enterprise, capitalized pensions jointly managed by employers and employees, universal income replacing large parts of social security systems, and a break-up of high-tech oligopoly creating freer and active citizens' access to the internet. In political terms, "*Citizenism*" means a new form of "*binary democracy*" with direct participatory mechanisms flanking representative parliamentary democracy with citizens-led referenda, grass-roots citizens' panels, town-hall meeting structures and digitally-assisted new forms of citizens' participation on a regular basis in daily political decisions, "giving every citizen the right to choose between representation and participation."

At global level, he calls for an international "*Democratic Alliance*" and a "*Global Treaty Organisation*" of like-minded democracies, flanking "an independent European pillar within NATO", possibly eventually replacing NATO.

At European level, he calls for a federal structure – at least of those Member States so willing – as the necessary means to secure proper economic leverage and the exercise of real political power by, and on behalf of, the citizen. He highlights the goal of a European "Union budget worthy of the name" with the European Parliament

determining not just expenditure but also revenue "that at the end of the day must be paid for by the citizens." Also, he colourfully argues for an EU internal market that goes beyond the "free movement of chocolate, champagne, German limousines and Italian sports cars" towards a more meaningful European single market of "semiconductors, capital, telecommunications, quantum computing and artificial intelligence."

Altogether, "*Defeating Trumpism*" is a thrilling read, opening up radical ideas of a "new political paradigm" for the "rescue" of democracy. Not everyone (including this writer) will agree with all that Guy Verhofstadt proposes, but his new book is certainly a thoughtful and valuable contribution into making *European Democracy Great Again*. ■

**Defeating Trumpism -
Make Democracy Great Again**

by Guy Verhofstadt

Amazon Distribution 2026, 403 pages.



Pierre Mirel : *L'Europe dépendante, otage et proie*

par Jean-François Drevet – Membre du Comité de rédaction

Ceux qui estiment que l'Union européenne est excessivement tournée vers elle-même apprécieront l'ouvrage de Pierre Mirel, non seulement à cause de son titre « *L'Europe dépendante, otage et proie* », mais peut-être davantage en raison de son sous-titre, « *Les illusions perdues dans ses voisinages* ». En effet, si beaucoup d'ouvrages ont traité de l'une ou l'autre de ses périphéries, celui-ci nous offre un parcours semi-circulaire qui met en évidence à quel point les relations entre l'Union et ses voisins se sont dégradées.

Parmi les transformations globales qui ont affecté les périphéries européennes, il est difficile d'individualiser le rôle de l'UE, de ses actions et de ses inactions, de ce qu'elle aurait dû faire ou aurait plutôt mal fait. Si elle a accompagné la vague d'extension de l'économie de marché qui s'est répandue dans le monde à partir des années 1980 et qui a fortement affecté les pays qui pratiquaient antérieurement l'économie administrée, est-elle le monstre ultralibéral parfois dénoncé, notamment à gauche ? En effet, les milieux anglo-saxons lui reprochent au contraire d'être trop dirigiste et bureaucratique.

Par ailleurs, est-elle responsable du néo-populisme qui s'est abattu sur le monde et des crispations identitaires qui l'accompagnent, des tenants de l'obscurantisme islamiste aux fanatiques MAGA ? Dans le premier chapitre (*fractures dans l'Europe libérale*), Pierre Mirel en souligne les conséquences dans la mesure où elles ont plutôt réduit la marge d'action des décideurs européens.

Dans le deuxième chapitre au titre volontariste, *l'Europe doit choisir ses dépendances*, Pierre Mirel souligne la montée de la dépendance commerciale vis-à-vis de la Chine : en croyant qu'elle conserverait indéfiniment son excédent commercial, l'UE a suivi l'orientation pro-business d'Angela Merkel. Elle n'a pas pris les mesures nécessaires pour équilibrer ses échanges et imposer une concurrence loyale. Elle paraît maintenant menacée d'un accroissement de cette dépendance et d'en subir les conséquences politiques dans ses périphéries : perte d'influence, difficulté à faire prévaloir la conditionnalité, y compris dans des pays à qui elle verse des aides importantes. Ce chapitre aurait pu aussi aborder la question de la dépendance énergétique dans la mesure où elle est structurelle, une faiblesse que l'UE subit, mais partage avec les grandes puissances asiatiques, le Japon, la Chine et l'Inde.

La relation avec Moscou fait l'objet des troisième et quatrième chapitres. Pierre Mirel y fait le constat sans complaisance d'une politique ambitieuse dans ses objectifs, mais dépourvue de moyens. Soupçonnée d'avoir voulu faire de la Russie ce que le Canada est pour les États-Unis, l'UE doit maintenant compter avec un pays revanchard, crispé dans ses obsessions identitaires et prêt à exploiter ses capacités de nuisance, même si cela va à l'encontre de ses intérêts nationaux. Et chacun des six pays du partenariat oriental (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan) qui sont l'« *étranger proche* » de la Russie et de l'UE, fait l'objet d'une analyse bien informée.

De 2004 à 2013, Pierre Mirel a supervisé les relations entre l'UE et les Balkans occidentaux. Il en fait donc une analyse approfondie, sans

cachier les responsabilités des uns et des autres dans le blocage qui persiste : celles des pays candidats pas toujours très pressés de se conformer à l'état de droit, trop sensibles au micro-nationalisme en dépit des souffrances des guerres des années 1990 et celles des États membres abusant de la règle de l'unanimité : la Grèce avec plus de 30 ans de contentieux sur le nom de la Macédoine, les cinq pays qui refusent de reconnaître l'indépendance du Kosovo pour des raisons qui n'ont rien à voir avec celui-ci et même le blocage par la Slovaquie de la négociation d'adhésion de la Croatie pour une obscure contestation de leur frontière maritime. On se prend à rêver au destin européen de la Yougoslavie, premier pays d'Europe centrale à signer un accord commercial avec l'UE dès avril 1980, si la fédération créée par Tito avait subsisté et avait connu le même sort que les adhérents de 2004.

Le chapitre 6 porte sur la candidature éternelle de la Turquie. Avant même l'arrivée des islamistes en 2002, on pouvait douter que son nationalisme ombrageux lui permettrait de se conformer aux critères politiques de Copenhague. En devenant un « *Etat totalisant* » (Pierre Mirel), la Turquie d'Erdoğan a démontré l'incompatibilité de l'islamisme et de la démocratie. L'ouverture des négociations d'adhésion en 2005, qui doit beaucoup à l'activisme de Tony Blair, a été acceptée parce qu'il était clair que la règle de l'unanimité permettrait de la conduire à l'échec. En « *bargaining instead of complying* », le gouvernement turc n'a même pas joué le jeu de la pré-adhésion. À l'évidence, la fin de l'occupation de Chypre aurait dû être posée en préalable. Il reste maintenant à clôturer une pseudo-négociation qui n'aurait jamais dû être

LES ANCIENS PUBLIENT

engagée, ce que le Conseil européen n'est même pas en mesure de décider.

Avec la rive sud de la Méditerranée, l'UE a multiplié les initiatives, mais n'est pas parvenue à dépasser les débats stériles sur les préférences agricoles et les migrations, ainsi qu'à apporter une aide substantielle, opposée par les Etats membres contributeurs au nom du principe réducteur du « *trade not aid* ». Compte tenu de la proximité géographique, du destin commun de notre mer intérieure, le potentiel de coopération est immense. Comme l'indique Pierre Mirel son extension est aussi entravée par les problèmes des bénéficiaires. En tout état de cause, cela vaut mieux que l'état catastrophique du bassin

oriental : si l'UE y est quasi absente, les autres puissances n'y brillent pas par leur efficacité.

Enfin, il faut prêter attention à la conclusion, présentée sous forme de *pistes pour un changement profond*. Chacune d'entre elles justifierait un ouvrage distinct. ■

L'Europe dépendante, otage et proie
Les illusions perdues dans ses voisinages
de Pierre Mirel

Éditions L'Harmattan
Collection Diplomatie et Stratégie
Paris, avril 2026 - 272 pages.

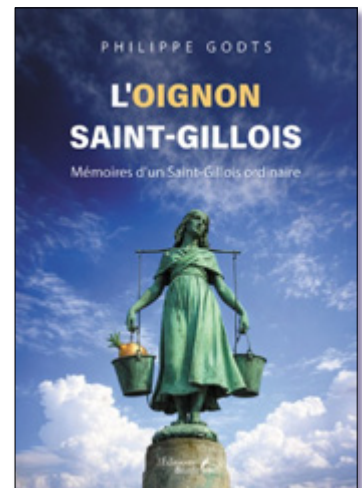


L'oignon saint-gillois, de Philippe Godts

Amour des mots, jeux de langage, le Parlement européen présenté comme jamais, des petites histoires qui croisent la grande, cette autobiographie se penche sur le cœur d'un pays évanescent et y trouve la route de l'intégration européenne. L'expérience professionnelle de l'auteur enrichit le texte d'anecdotes et de réflexions sur la politique et la société offrant aux lecteurs une perspective à la fois intime et élargie. La combinaison de l'histoire locale avec le dialogue culturel et des figures historiques attirera ceux intéressés par l'histoire, la culture et la vie quotidienne à Bruxelles ou ailleurs. Au-delà des spécificités locales et belges, il propose une vision décalée mais résolument positive des institutions européennes et du quotidien.

Communiqué
par Marie-Claire Spruit

Diplômé en droit et en philosophie, Philippe Godts a travaillé comme chef de cabinet du président de la Chambre belge des Représentants. Il a ensuite intégré le Secrétariat général de la Commission européenne, est passé par le Parlement européen pour terminer sa carrière à l'EPPO (Parquet européen). Il s'est installé, il y a plus de trente ans, avec sa famille, au cœur de Saint-Gilles-lez-Bruxelles, en face de « la friterie de la barrière ». Son quartier, il le connaît bien puisqu'il y promène son chien quotidiennement. Par ailleurs, sa carrière dans les institutions belges et européennes lui a permis d'observer bien des aspects de la vie politique de nos contrées. ■



L'oignon saint-gillois
Mémoires d'un Saint-Gillois ordinaire
de Philippe Godts
Éditions Baudelaire - mars 2026
250 pages.

L'Aiace Belgique exprime ses plus sincères condoléances aux familles et aux proches

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ANNET Renee	2/10/39	1/12/84	14/03/26	COM
ANSKENS Rosita	4/06/30	1/04/16	31/03/26	COM
ARCIONI Luigina	8/08/42	1/11/90	30/05/26	CM
ASPRONI Giorgio	20/12/43	1/04/06	1/06/26	COM
AVERY Graham	29/10/43	1/03/06	12/04/26	COM
BARETTE Dominique	9/11/55	1/02/19	22/05/26	COM
BAUDRIE-GENERET Mireille	24/07/41	1/05/04	15/03/24	COM
BAZIN Hervé	27/09/35	1/07/98	20/04/26	COM
BEEKMAN Marie Louise	25/07/42	1/08/16	10/05/26	COM
BIEDERMANN Erich	31/12/34	1/01/00	23/05/26	CC
BIEVER Norbert	20/01/42	1/06/17	19/05/26	COM
BLACKIE Peter	7/04/43	1/08/06	6/04/26	COM
BLAIN-VANDERSCHOMMEN Alphonsina	13/01/29	1/02/07	22/04/26	COM
BLAISE Denis	22/08/63	1/09/25	8/04/26	PE
BLOMEN Maria Regina	10/11/35	1/08/20	16/05/26	PE
BOHDANSKY Josef	6/07/28	1/01/93	27/04/26	COM
BONATO Luigi	18/01/36	1/02/01	14/05/26	COM
BORY Philippe	15/02/31	1/03/91	10/05/26	COM
BOUCOUVALAS Vasilis	6/01/52	1/09/12	5/06/26	CEDEFOP
BRAUMANN Margarete	19/03/26	1/06/10	9/06/26	DEU
BROAD Sarah Margaret	4/08/34	1/12/17	8/05/26	PE
BURTON Hugh	6/09/32	1/10/97	5/04/26	CES
CAMARA-ALLOISIO Erminia	20/10/43	1/11/03	25/05/26	COM
CARDANI Angelo	26/07/49	1/08/09	31/03/26	COM
CAWLEY Richard	4/01/53	1/02/18	29/05/26	COM
CHRISTENSEN Birte	13/11/49	1/11/12	8/07/25	CM
CISNETTI Luigi	2/03/42	1/08/02	16/04/26	CM
COMHAIRE Francine	22/10/43	1/06/08	15/04/26	COM
CURRIE Diane	18/05/38	1/01/98	27/04/26	PE
DAEMS Leon	19/12/35	1/08/97	23/04/26	COM
DANNERSTEDT RIVIERE Brita	24/02/49	1/08/16	19/04/26	COM
DAVIGNON Etienne	4/10/32	4/10/97	18/05/26	COM
DE ALMEIDA ARROJA Fernando	14/03/56	1/12/12	11/04/26	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DE CONINCK Olga	14/02/29	1/03/16	15/12/25	COM
DE JONG Yde	11/09/46	1/04/04	18/04/26	COM
DE MEUTER Karine	27/08/66	1/05/06	19/03/26	COM
DELZANO Carlo	23/01/41	1/01/02	3/06/26	COM
DEMOL Michaelina	8/12/37	1/01/03	18/04/26	COM
DERUYTTER Achiel	16/09/33	1/10/98	6/06/26	COM
DIETZ Michel	13/04/48	1/01/10	3/06/26	PE
DIJCKMEESTER Alexander	4/07/31	1/08/96	3/04/26	COM
DOYLE Peter	7/09/42	1/11/05	11/05/26	COM
DUFRASNE Jean-Marie	20/11/47	1/06/08	7/04/26	PE
EIRICH Josef	22/12/47	1/09/09	1/04/26	CJ
FABRE ALONSO Esther	12/12/62	1/10/16	12/03/26	CM
FEE Anne-Marie	28/10/52	1/12/24	5/04/26	COM
FONNESBECH-WULFF Pia	28/08/57	1/01/20	26/05/26	CM
FORNASIER-SIMON Maria	9/04/35	1/05/00	19/05/26	COM
FORTINI Alessandro	8/01/39	1/02/04	8/06/26	COM
FOUSEKI Vasiliki	15/02/65	1/04/23	9/04/26	CM
FRAGIACOMO Germana	26/05/42	1/01/82	4/05/26	COM
FRANCON Rene	15/01/48	1/02/13	25/03/26	COM
FRANKLIN Michael	19/10/44	1/11/09	30/05/26	COM
GELLAERTS Marcelle	2/08/34	1/09/94	2/02/26	COM
GORI Paolo	18/07/31	1/10/91	25/05/26	CJ
GRAMAZIO Maria Giovanna	7/07/42	1/08/19	5/05/26	COM
GREINER Eberhard	14/12/35	1/12/96	9/01/26	COM
GROSVENOR Tina	2/11/60	1/04/24	23/03/26	CM
HEITZ Jacques	3/08/30	1/09/95	20/06/26	COM
HERSCOVICI Lise	17/10/46	1/03/09	17/03/26	COM
HERZOG Waltraud	20/06/28	1/05/78	7/02/26	COM
HUSKOBLA Irene	9/01/39	1/05/25	23/04/26	COM
IACOVAZZI Angelo	19/04/51	1/09/15	24/04/26	PE
IRDMANN Christa	4/12/32	1/02/89	14/03/26	COM
JACOBS Sabine	25/01/24	1/02/89	8/05/26	COM
JAKOBSSON Lena	4/08/63	1/09/21	16/04/26	COM
JANSEN Thomas	27/10/39	1/11/04	6/05/26	CES
KAIRAT Hans	4/06/37	1/02/01	13/05/26	COM
KARAMFYLLIS Michail	18/03/55	1/06/17	17/04/26	COM
KNUDSEN Henry	29/06/44	1/06/05	22/03/26	PE
KOHNNENMERGEN Hilda	10/07/41	1/09/03	24/04/26	PE

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
KRAUSS-MERGEN Liliane	5/04/43	1/12/96	10/04/26	PE
KRUTH Veijo	27/02/56	1/03/21	31/03/26	COM
LAMBERT-MEHUL Raymonde	7/03/30	1/04/95	2/05/26	COM
LAMBRINIDES Bertha Dean	21/07/34	1/03/12	5/06/23	COM
LAMMERS Johannes	16/12/55	1/01/21	14/04/26	CM
LANDONI Fausto	28/10/47	1/07/21	8/04/26	COM
LARSSON Hannes	13/01/31	1/11/91	8/06/26	COM
LEONARDI Egidio	9/05/36	1/06/00	17/06/26	COM
LIBERG Anthonius	31/07/22	1/08/87	31/12/24	COM
LOCQUET Marc	1/12/56	1/01/22	6/05/26	EASA
LORENZET Andrea	7/01/66	1/03/26	10/06/26	ESMA
LUMIA Calogero	10/02/63	1/07/13	26/03/26	CES
LUNDGREN Carl	13/08/47	1/09/12	6/04/26	CM
MAAS-HOFMAN Johanna	11/10/48	1/06/09	2/06/26	COM
MAATHUIS Carel	15/06/49	1/07/14	25/02/26	PE
MANDT Wolfgang	6/11/40	1/11/04	28/12/25	PE
MANNSFELDT Alfred	28/09/34	1/04/82	2/06/26	COM
MARCHAND Guy	29/08/50	1/09/14	19/05/26	COM
MARRIOTT James	21/04/29	1/07/93	4/06/26	COM
MASCETTI Luigi	19/04/37	1/05/02	10/04/26	COM
MATHIEU Nelly	12/08/38	1/09/03	31/05/26	COM
MENGER Jouko	3/06/57	1/01/22	10/04/26	PE
MEYER Erika	17/10/39	1/11/05	31/05/26	CJ
MIDDELHOEK Andre	13/12/31	1/04/04	12/06/26	CC
MIOG Emmy	25/07/44	1/08/01	4/05/26	COM
MITTLER Ellen	31/01/64	1/03/12	24/05/26	COM
MORDREL Louis	15/09/33	1/11/97	6/04/26	COM
MOSANGINI Francesco	13/09/41	1/04/00	15/06/26	PE
MUNOZ BETEMPS Carlos	21/02/34	1/07/98	16/04/26	COM
NIELSEN Liselotte	4/05/50	1/06/09	19/05/26	PE
NORDMANN Christoph	9/03/43	1/04/03	19/05/26	COM
O'DRISCOLL Colin	10/11/60	1/07/21	30/04/26	COM
O'KANE Sarah	13/05/35	1/07/21	1/06/26	COM
OLDEMAN-KERKHOVEN Aleida M. M.	13/06/41	1/12/25	15/05/26	CM
OLIVIER Gabriel Eloi Bernard	10/01/49	1/03/09	19/06/26	CM
PARR Vera	30/05/40	1/06/05	23/03/26	CES
PATERON Michel	22/05/45	1/05/06	31/05/26	CM
PEARSON John	1/03/38	1/04/01	3/05/26	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
PERSOONS Robert	17/05/46	1/02/99	20/05/26	COM
PETIT Colette	20/12/42	1/01/06	10/06/26	PE
POLLMAR Christa Ruth Barbara	22/01/44	1/06/03	23/06/26	COM
POOLEY Peter	19/06/36	1/07/01	15/04/26	COM
PYKE Belinda	13/04/52	1/05/17	31/03/26	COM
RANDLES-RUTALI Desha	8/06/32	1/09/96	27/05/26	COM
REIFFERSCHIED Johannes	1/01/51	1/06/11	10/04/26	CM
REITHINGER Anton	10/06/32	1/07/97	7/01/26	COM
REMOND Jean-Christian	2/08/47	1/09/12	15/03/26	EEAS
REZOAGLI Caterina	14/07/42	1/08/07	22/06/26	COM
RICCI Ida	9/07/51	1/06/20	21/06/26	COM
RICHAUT Margaret	20/09/62	1/10/20	11/06/26	COM
RIZZI Antonio	17/01/32	1/12/19	29/07/23	COM
ROCCHI Luigina	6/01/36	1/08/24	26/04/26	COM
ROOSE Jeanne	20/05/41	1/09/03	26/05/26	PE
ROWIES Marie	28/02/45	1/04/09	23/05/26	COM
SALVAT Suzanne	6/10/34	1/12/21	5/06/26	COM
SANCHO Lena	11/11/49	1/01/10	25/05/26	COM
SARRO VAQUERO Mercedes	3/07/52	1/08/17	28/03/26	COM
SCHAEFER Sylvain	5/12/66	1/10/20	25/03/26	COM
SCHELLENBERGER Helga	1/12/37	1/01/98	29/03/26	COM
SCHEURER Horst	19/05/37	1/07/97	26/03/26	COM
SCHNEIDER Edith	23/01/36	1/04/87	30/05/26	COM
SCHÖFFTER Eliane	14/05/34	1/02/16	5/06/26	BEL
SCHOL Hans-Ulrich	16/06/46	1/08/09	23/03/26	COM
SCHOLTE Gerard	25/12/40	1/09/94	28/03/26	CES
SCHROETER Helmuth	11/03/36	1/04/01	23/04/26	COM
SCHUERENKAEMPER Albert	7/09/29	1/04/92	3/05/26	COM
SCHULTE-BRAUCKS Antonella	15/01/52	1/09/15	9/03/26	COM
SCHULZE Wolfgang	23/12/32	1/01/96	15/05/26	COM
SCHWALLER Christa	13/10/51	1/11/17	18/05/26	PE
SILVEIRO Joao	24/03/38	1/12/14	13/04/26	COM
SIMOES CORREIA Jose Manuel	6/02/48	1/01/06	24/05/26	CM
SIMONET-ANGENENT Marie-Louise	30/03/35	1/03/96	9/04/26	COM
SKJAERBAEK Carl Erik	21/02/30	1/03/95	1/05/26	COM
SOHY Claude	6/06/41	1/09/03	5/05/26	PE
SOMOGYI Arpad	27/08/37	1/09/02	30/01/24	COM
SONCK Fredericus	28/01/28	1/12/91	1/05/26	CM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
SONVEAUX Micheline	10/10/36	1/03/24	27/03/26	COM
SORIA Donatella	10/04/54	1/02/19	14/06/26	COM
SPYCKERELLE Paul	13/03/54	1/03/19	13/06/26	COM
STEPHENNE Catherine	2/04/58	1/04/20	8/04/26	COM
STOTTROP Felicitas	31/01/31	1/04/95	16/01/26	COM
TAJARIOL Isabella	25/09/40	1/10/01	5/06/26	COM
TEZENAS DU MONTCEL Vincent	17/06/31	1/04/93	11/05/26	COM
THEUNISSEN Frans	12/01/50	1/02/15	8/06/26	PE
THEYS François	16/05/37	1/04/79	5/05/26	COM
THILL Marie-Louise	3/08/29	1/09/90	9/06/26	COM
THOMAS Christiane	2/12/39	1/04/16	23/04/26	COM
THROM Annemarie	24/06/34	1/11/17	3/03/24	COM
TOUBEAU Hubert	26/02/46	1/02/07	24/04/26	COM
TRAXLER Nicoletta	21/07/32	1/04/15	19/05/26	COM
TREPESCH Elfriede	17/01/41	1/01/03	23/03/26	PE
TURKEL Rudy	1/01/44	7/01/73	23/05/26	CM
VAN AERDE Sonja	30/10/49	1/11/09	18/04/26	COM
VAN DER STIJL-VAN HERWAARDEN Rensina	13/09/31	1/09/11	28/03/26	COM
VAN DER VLIES Trijntje	24/03/43	1/06/22	26/04/26	COM
VAN MIERT-SINNER Annegret	28/03/44	1/03/04	12/05/26	COM
VANDENBERGHE Jeannine	22/08/41	1/09/06	10/05/26	COM
VANDENBROECK Edmond	14/04/39	1/05/99	3/05/26	CM
VANDERMOSTEN Robert	1/02/38	1/06/00	16/05/26	COM
VAVA-GEORGOULAS Georgia	20/10/47	1/11/12	26/04/26	CES
VERSINO Bruno	4/01/35	1/03/98	20/06/26	COM
VINTHER Per	30/03/41	1/02/03	13/05/26	COM
VON STIEGLITZ-NORDMEYER Maria Anna	17/12/28	1/11/08	4/04/26	COM
VON STRALENDORFF Barbara	8/01/33	1/01/69	1/06/26	COM
VORTICE Giuseppe	19/06/37	1/07/02	12/05/26	CM
WAECHTER Norbert	18/02/40	1/09/01	24/04/26	COM
WIENRICH Alfred	21/01/28	1/11/88	31/05/26	CC
WILCOX Paula	2/09/29	1/08/94	15/04/26	COM
WITTEVEEN Wolter	26/05/49	1/06/14	29/04/26	COM
WOODHALL Leslie	21/12/40	1/02/06	22/04/26	PE
WRIGHT Peter	28/11/44	1/12/98	29/03/26	COM
ZAMAGNI Giorgio	26/12/53	1/06/14	22/05/26	COM
ZOEFTING-LARSEN Lycia	3/01/27	1/07/18	28/05/26	COM

EXPOSITION

du 20/06 au 08/11

LA MINE

FAIT SON CINEMA



LE BOIS DU CAZIER
MARCINELLE
1956
70
1946



Conçue à l'origine par le Centre Historique Minier de Lewarde dans le Nord de la France, et adaptée par le Bois du Cazier, l'exposition La mine fait son cinéma commémore, par l'entremise du 7e art, les septante ans de la tragédie du 8 août 1956. Le public s'apercevra en effet, à travers la sélection proposée, que rares sont les films dont le scénario n'intègre pas un accident ou une catastrophe, tant les cinéastes prirent rapidement conscience de la dangerosité du métier de mineur mais aussi du côté « attractif » du caractère impitoyable de cet univers. Le tout souvent pimenté d'une histoire d'amour qui, accentuant le pathos, faisait pleurer dans les corons. www.leboisducazier.be